

F. 91 — 1580

**24 DECEMBRE 1990. — Arrêté de l'Exécutif déterminant les modalités et la procédure d'obtention de l'attestation de sécurité des établissements d'hébergement existants au 1<sup>er</sup> janvier 1991 et fixant les normes de sécurité en matière de protection contre l'incendie spécifique à ces établissements d'hébergement**

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu le décret du 9 novembre 1990 relatif aux conditions d'exploitation des établissements d'hébergement et des établissements hôteliers, et notamment l'article 3;

Vu l'avis du Conseil supérieur du Tourisme en date du 7 novembre 1990;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances donné le 13 novembre 1990;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 19 novembre 1990;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur proposition du Ministre de l'Enseignement, de la Formation, du Sport, du Tourisme et des Relations internationales;

Vu la délibération de l'Exécutif du 24 décembre 1990,

Arrête :

**CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Définitions**

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1<sup>o</sup> le Ministre : le membre de l'Exécutif de la Communauté française qui a le Tourisme dans ses attributions;

2<sup>o</sup> normes de sécurité spécifiques : les normes de sécurité en matière de protection contre l'incendie, spécifiques aux établissements d'hébergement, telles que prévues à l'annexe 1 au présent arrêté;

3<sup>o</sup> l'attestation : l'attestation de sécurité incendie dont le modèle constitue selon le cas l'annexe 2 ou l'annexe 3 au présent arrêté.

**CHAPITRE II. — L'attestation de sécurité**

**Art. 2.** Il ne peut être exploité un établissement d'hébergement qu'après qu'il ait été délivré une attestation de sécurité.

**Art. 3.** L'attestation est délivrée s'il est satisfait aux normes de sécurité spécifiques ainsi qu'aux dispositions du règlement général pour la protection du travail, s'il y a lieu.

**Art. 4.** La validité de l'attestation est de cinq années.

Une nouvelle attestation doit cependant être demandée :

1<sup>o</sup> à la fin d'un délai de mise en ordre des installations, tel que prévu à l'article 22 du présent arrêté ou octroyé par dérogation;

2<sup>o</sup> en cas de transformation, lorsqu'un permis de bâtir est requis;

3<sup>o</sup> lorsque le bâtiment ou l'équipement de l'établissement hôtelier a fait l'objet de modifications susceptibles de remettre en cause sa sécurité, parmi lesquels il faut notamment considérer :

- la création de nouveaux locaux destinés aux hôtes tels que chambres, salle de réunions, restaurant, salon;
- la modification des chemins d'évacuation et (ou) du trajet emprunté par les chemins d'évacuation;
- les gros travaux d'aménagement des ascenseurs et des monte-charges;
- l'installation d'un réseau de gaz ou d'électricité dans l'établissement.

**CHAPITRE III. — Procédure**

**Art. 5.** La demande d'attestation doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception auprès du bourgmestre.

**Art. 6.** Le bourgmestre statue sur la demande d'attestation de sécurité dans les septante cinq jours à dater de sa réception, sur base d'un rapport rédigé par le service d'incendie territorialement compétent.

**Art. 7.** La décision d'octroi, de refus ou d'octroi conditionnel de l'attestation conformément à l'article 22 du présent arrêté, est notifiée au demandeur par une lettre recommandée.

La décision de refus doit être motivée. Elle est accompagnée d'une copie du rapport du service d'incendie.

L'absence de décision notifiée au demandeur dans le délai prévu à l'article 6 équivaut à un refus.

**CHAPITRE IV. — Recours et dérogations**

**Art. 8.** Le demandeur peut exercer un recours auprès du Ministre dans un délai de trente jours à dater du jour de la notification du refus de délivrer l'attestation ou dans un délai de cent vingt jours à dater du dernier jour du délai prévu à l'article 6, en cas d'absence de notification endéans ce même délai.

Le recours est suspensif.

**Art. 9.** Lorsque le refus a été notifié conformément à l'article 7, alinéa 1<sup>er</sup>, le recours doit être accompagné d'une copie du rapport du service d'incendie, ainsi que d'une copie de la décision de refus de délivrer l'attestation.

**Art. 10.** Lors de l'exercice du recours, il peut être demandé une dérogation aux normes de sécurité spécifiques.

**Art. 11.** Le recours doit être accompagné de tous les renseignements nécessaires pour son examen, en ce compris éventuellement des plans détaillés, la description des matériaux de construction et des éléments de construction conformément au point 071 de l'annexe 1 au présent arrêté.

**Art. 12.** Dès réception du recours, le Ministre transmet un avis de réception, par lettre recommandée dans un délai de dix jours. Le Ministre statue endéans les trois mois à dater de la réception du recours, après avoir pris l'avis de la Commission sécurité incendie des établissements d'hébergement visée à l'article 15.

**Art. 13.** La décision du Ministre est notifiée au demandeur par lettre recommandée.

L'absence de décision notifiée dans le délai prévu à l'article 12 équivaut à un refus d'accueillir le recours, sauf si le Ministre notifie au demandeur dans le même délai, une décision motivée de prolongation exceptionnelle du délai. La prolongation ne peut dépasser trente jours.

**Art. 14.** Lorsqu'une dérogation est accordée, la décision doit préciser les numéros des prescriptions spécifiques auxquelles il peut être dérogé.

#### CHAPITRE V. — *La Commission sécurité-incendie des établissements d'hébergement*

**Art. 15.** Il est constitué une commission sécurité-incendie des établissements d'hébergement chargée de remettre un avis lors de chaque recours exercé en application de l'article 8 du présent arrêté.

**Art. 16.** La Commission est composée comme suit :

1° un président;

2° deux membres effectifs et deux membres suppléants représentant le Comité technique de l'hôtellerie et présentés par ledit Comité sur une liste de six noms;

3° deux membres effectifs et deux membres suppléants, experts des services incendie et présentés par le Ministre de l'Intérieur sur une liste de six noms.

Un membre représentant le Ministre peut assister avec voix consultative aux réunions de la Commission.

Le président est un fonctionnaire compétent en matière de sécurité et de protection contre l'incendie et appartenant aux services de l'Exécutif de la Communauté française — Ministère de la Culture et des Affaires sociales.

**Art. 17.** Le Ministre nomme le président et les membres de la Commission pour une durée de quatre années. Ils doivent être de nationalité belge et d'expression française.

Après trois absences non justifiées, le membre est remplacé d'office par son suppléant.

**Art. 18.** La Commission rend son avis dans un délai de quarante-cinq jours à dater du jour de la réception de la demande d'avis du Ministre.

**Art. 19.** Les décisions sont prises à la majorité des voix. En cas de partage des voix, la voix du président est prépondérante.

**Art. 20.** La Commission arrête son règlement d'ordre intérieur qui est soumis à l'approbation de l'Exécutif.

Le secrétariat des séances de la Commission est assuré par un membre du personnel du Commissariat au Tourisme.

**Art. 21.** Il est alloué aux membres de la Commission une indemnité forfaitaire de 500 francs ainsi que le remboursement des frais de déplacement équivalents à un titre de transport par Chemin de fer en première classe, par réunion à laquelle ils assistent.

#### CHAPITRE VI. — *Dispositions transitoires*

**Art. 22.** A titre transitoire et sans préjudice des dispositions du règlement général pour la protection du travail, l'attestation peut être délivrée pour autant qu'il soit satisfait aux normes spécifiques de sécurité endéans les douze mois de sa délivrance.

Ce délai de douze mois est porté à dix-huit mois pour satisfaire aux dispositions numérotées 4 2 2, 6 4, 7 4 5 4 et 8 2 2, 1<sup>er</sup> alinéa, de l'annexe 1 au présent arrêté.

Ce délai de douze mois est porté à trois ans pour satisfaire aux dispositions numérotées 2 1, 2 2, 2 3, 3 2, 4 1 et 7 4 4 de l'annexe 1 au présent arrêté.

Ce délai de douze mois est porté à cinq ans pour satisfaire aux dispositions numérotées 1 1, 4 2 1 1, 4 2 1 2, 4 2 1 3, 4 2 1 9, 4 2 3, 4 2 5 1, 4 2 5 3, 4 2 5 5, 4 2 5 7, 7 1 et 7 2 de l'annexe 1 au présent arrêté, à condition qu'une liste des travaux à effectuer pour satisfaire aux dispositions imposées par ces articles ainsi qu'un programme de travail réaliste, étalé sur cette période de cinq ans, soit adressée au bourgmestre par lettre recommandée dans un délai de dix-huit mois.

**Art. 23.** Lorsque l'attestation est délivrée conformément à l'article 22, le bourgmestre peut à tout moment charger le service d'incendie compétent de vérifier s'il est progressivement satisfait aux normes de sécurité spécifiques.

Le bourgmestre peut retirer l'attestation si le rapport d'incendie conclut qu'il n'est pas progressivement satisfait aux normes de sécurité spécifiques conformément aux échéances fixées à l'article 22. Il en informe le demandeur et, s'il s'agit d'un établissement hôtelier, le Commissaire au Tourisme par lettre recommandée.

#### CHAPITRE VII. — *Dispositions finales*

**Art. 24.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 25.** Le Ministre qui a le Tourisme dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 24 décembre 1990.

Par l'Exécutif de la Communauté française,

Le Ministre de l'Enseignement, de la Formation, du Sport, du Tourisme  
et des Relations internationales,

J.-P. GRAFE

## Annexe 1

Arrêté de l'Exécutif déterminant les modalités et la procédure d'obtention de l'attestation de sécurité des établissements d'hébergement existants au 1<sup>er</sup> janvier 1991 et fixant les normes de sécurité en matière de protection contre l'incendie spécifiques à ces établissements d'hébergement

## CHAPITRE 0. — Dispositions générales

## 0. Généralités :

## 0.1. But de ces dispositions :

Elles énoncent les mesures applicables dans les établissements visés à l'article 0.3. pour :

- a) prévenir la naissance d'un incendie;
- b) assurer la sécurité des personnes;
- c) faciliter l'intervention des services d'incendie.

## 0.2. Mesures à prendre par l'exploitant :

L'exploitant prend les mesures adéquates pour :

- a) prévenir les incendies;
- b) combattre rapidement et efficacement tout début d'incendie;
- c) en cas d'incendie :
  - donner l'alerte et l'alarme;
  - assurer la sécurité des personnes et si nécessaire pourvoir à leur évacuation rapide et sans danger;
  - avvertir immédiatement le service d'incendie territorialement compétent.

## 0.3. Domaine d'application :

Sans préjudice des textes légaux et réglementaires en la matière, ces dispositions sont applicables à tous les établissements existants au 1<sup>er</sup> janvier 1991 considérés comme établissements d'hébergement au sens du décret du 9 novembre 1990 relatif aux conditions d'exploitation des établissements d'hébergement et des établissements hôteliers. Sauf en ce qui concerne les éléments structureux du bâtiment (cf. article 21), ces mesures ne sont pas applicables à la partie du bâtiment occupée par des tiers, le propriétaire ou l'exploitant, à condition que cette partie soit séparée de l'établissement proprement dit comme prévu à l'article 32.

0.4. Terminologie : voir norme NBN S21-201. — Prévention contre les incendies dans les bâtiments. — Terminologie :

## 0.5. Classification des établissements :

Les établissements sont classés en 3 catégories :

## Cat. 1. Les bâtiments bas :

ceux-ci sont subdivisés en 2 sous-catégories :

Cat. 1a. bâtiments à 1 niveau habité au-dessus du sol qui est le niveau normal d'évacuation;

Cat. 1b. bâtiments comportant 2 ou 3 niveaux habités au-dessus du sol dont respectivement 1 ou 2 au-dessus du niveau normal d'évacuation.

## Cat. 2. Les bâtiments moyens :

Par bâtiment moyen, on entend tout bâtiment de trois niveaux ou plus habités au-dessus du niveau normal d'évacuation ne rentrant pas dans la catégorie 3.

## Cat. 3. Les bâtiments élevés :

Par bâtiment élevé, on entend tout bâtiment dont la distance entre le niveau du plancher de l'étage le plus élevé et le niveau le plus bas du sol entourant le bâtiment dépasse 25 m.

Les présentes dispositions sont données sans préjudice de l'arrêté royal du 4 mai 1972, fixant les conditions générales reprises dans la norme NBN 713.010 relative à la protection contre l'incendie dans les bâtiments élevés.

## 0.6. Prescriptions d'occupation :

Il ne peut être aménagé de chambres individuelles ou collectives pour l'hébergement nocturne sous le niveau d'évacuation le plus bas.

## 0.7. Comportement au feu des éléments et matériaux de construction :

0.7.1. A la demande du bourgmestre ou de son délégué, l'exploitant est tenu de produire la preuve que les dispositions en matière de comportement au feu des éléments et matériaux de construction repris dans la présente réglementation sont observées.

S'il ne peut fournir cette preuve, il est tenu de donner par écrit et sous la co-signature d'un architecte, une description de la composition des éléments et matériaux de construction pour lesquels la preuve précitée ne peut être fournie.

## 0.7.2. Réaction au feu. — Méthodes d'essais :

Les matériaux de construction sont catalogués d'après la classification reprise dans la norme NBN S21-203.

## 0.7.3. Résistance au feu (Rf) :

La résistance au feu des éléments de construction est appréciée sur base d'un des deux critères ci-après :

- l'essai d'un élément semblable, conformément à la norme NBN 713.020;
- la vérification de la conformité de la description de l'élément, définie à l'article 0.7.1., avec un élément type dont la résistance au feu est connue.

A défaut de preuve de conformité, il sera conclu qu'il n'est pas satisfait à l'exigence relative à la Rf.

\* 0.7.4. Percements dans les parois (Rf) :

Les percements et évidements dans les parois, pour lesquelles une Rf est exigée, doivent être obturés au moyen d'éléments donnant un degré Rf équivalent à celui de la paroi.

CHAPITRE I. — *Implantation et voies d'accès*

1.1. Implantation :

Le bâtiment doit être séparé des constructions contiguës par des parois présentant une Rf d'au moins :

- pour la catégorie 1 : Rf 1/2 h;
- pour les catégories 2 et 3 : Rf 1 h.

ou construites en maçonnerie ou en béton.

Les constructions annexes, auvents, avancées de toitures, ouvrages en encorbellement ou autres adjonctions ne sont autorisées que s'ils ne compromettent ni l'évacuation et la sécurité des usagers, ni l'action des services d'incendie.

Si différents bâtiments d'un ensemble sont reliés entre eux par des passages couverts et fermés, leurs ouvertures sont pourvues de portes Rf 1/2 h sollicitées à la fermeture ou à fermeture automatique en cas d'incendie.

1.2. Voies d'accès :

Les établissements sont accessibles en permanence aux véhicules des services d'incendie. À proximité des établissements les voies d'accès présentent des caractéristiques telles que le stationnement, la mise en service et la manœuvre du matériel de lutte contre l'incendie et du matériel de sauvetage puissent être effectués avec facilité.

Les précisions relatives à l'accessibilité sont laissées à l'appréciation du service d'incendie territorialement compétent.

CHAPITRE II. — *Prescriptions relatives à certains éléments de construction*

2.1. Eléments structuraux :

2.1.1. Les éléments de la structure portante du bâtiment présentent une Rf d'au moins :

- pour la catégorie 1 : Rf 1/2 h;
- pour les catégories 2 et 3 : Rf 1 h.

ou sont construits en maçonnerie ou en béton.

2.1.2. S'il n'est pas satisfait aux prescriptions à l'article 2.1.1., l'ensemble de l'établissement et des chemins d'évacuation de tout le bâtiment doit être pourvu d'une installation généralisée de détection automatique d'incendie par détecteur ponctuel dont la conception répond à l'article 7.4.4. Dans tous les cas, les éléments structuraux des établissements des cat. 2 et 3 présentent au moins une Rf 1/2 h.

2.1.3. Ces prescriptions ne sont pas d'application pour les éléments structuraux supportant la toiture.

2.2. Faux plafonds :

Dans les établissements de la catégorie 3, les faux plafonds des chemins d'évacuation ont une stabilité au feu de 1/2 h. S'il n'est pas satisfait à cette prescription, l'établissement doit être pourvu d'une installation généralisée de détection automatique d'incendie par détecteur ponctuel dont la conception répond à l'article 7.4.4.

2.3. Cloisons intérieures :

Sans préjudice des dispositions de l'article 21, les parois verticales intérieures limitant les appartements et les chambres sont au moins Rf 1/2 h ou sont construites en maçonnerie ou en béton.

Cette prescription ne s'applique pas aux portes.

S'il n'est pas satisfait à cette prescription, l'établissement doit être pourvu d'une installation généralisée de détection automatique d'incendie par détecteur ponctuel dont la conception répond à l'article 7.4.4.

CHAPITRE III. — *Compartimentage*

3.1. Tout niveau bâti qui n'est pas un niveau normal d'évacuation est constitué d'un ou de plusieurs compartiments.

La superficie d'un compartiment est inférieure à 1 250 m<sup>2</sup>.

La longueur d'un compartiment est la distance entre les deux points les plus éloignés du compartiment. Elle ne peut être supérieure à 75 m.

Les dérogations suivantes sont autorisées :

- les prescriptions ci-dessus ne s'appliquent pas aux aires de parcage avec étages;
- un compartiment peut s'étendre à deux étages superposés avec escaliers de communication intérieurs — duplex — pour autant que la superficie cumulée des deux étages ne dépasse pas 700 m<sup>2</sup>;
- le rez-de-chaussée et le premier étage (ou l'entresol) peuvent également former un compartiment à condition que le volume total ne dépasse pas 10 000 m<sup>3</sup>.

3.2. Construction des compartiments :

Les parois entre compartiments présentent une Rf d'au moins :

- pour la catégorie 1 : Rf 1/2 h;
- pour les catégories 2 et 3 : Rf 1 h;

ou sont construites en maçonnerie ou en béton.

La communication entre deux compartiments n'est autorisée qu'au moyen de portes Rf 1/2 h sollicitées à la fermeture, ou à fermeture automatique en cas d'incendie.

S'il n'est pas satisfait à ces prescriptions, l'établissement doit être pourvu d'une installation généralisée de détection automatique d'incendie par détecteur ponctuel dont la conception répond à l'article 7.4.4.

\* 3.3. Parkings couverts :

Sans préjudice des dispositions du Règlement Général pour la Protection du Travail (RGPT), les parois séparant les aires de parage du reste du bâtiment répondent aux prescriptions suivantes :

- pour la catégorie 1 : Rf 1/2 h;
- pour les catégories 2 et 3 : Rf 1 h;

ou sont construites en maçonnerie ou en béton.

La communication entre aire de parage et le reste du bâtiment n'est autorisée qu'au moyen de portes Rf 1/2 h sollicitées à la fermeture.

#### CHAPITRE IV. — Evacuation

##### 4.1. Généralités :

Les chemins d'évacuation sont judicieusement répartis dans le bâtiment afin que les occupants puissent le quitter de façon rapide et aisée. Chaque compartiment dispose au moins de deux possibilités d'évacuation en cas d'incendie.

La première possibilité d'évacuation est constituée par un escalier.

Des solutions acceptables pour la deuxième possibilité d'évacuation consistent en :

- Pour les bâtiments de la catégorie 1 :
  - un autre escalier;
  - des échelles extérieures, dont la conception répond à l'article 426;
  - une fenêtre ouvrante par chambre si le plancher de la chambre se situe approximativement au niveau du sol environnant. En outre, le seuil de fenêtre se trouve à 1,5 m maximum de hauteur par rapport à ce plancher.
- Pour les bâtiments des catégories 2 et 3 :
  - un autre escalier.

La distance à parcourir jusqu'à l'escalier le plus proche ne peut être supérieure à 35 m. La distance à parcourir jusqu'à la deuxième possibilité d'évacuation ne peut être supérieure à 60 m.

La longueur en cul de sac des chemins d'évacuation ne peut excéder 15 m.

Les portes placées dans les chemins d'évacuation s'ouvrent dans le sens de la sortie. Cette prescription s'applique dans la mesure du possible, aux portes donnant accès à l'extérieur.

##### 4.2. Chemins d'évacuation :

###### 4.2.1. Emplacement, répartition et largeur :

4.2.1.1. L'emplacement, la répartition et la largeur des escaliers, des dégagements, des sorties, des portes et des voies qui y conduisent doivent permettre une évacuation rapide et aisée des personnes, soit en leur permettant d'atteindre la voie publique en toute sécurité, soit en leur permettant de gagner un espace libre extérieur capable d'accueillir en toute sécurité la totalité des personnes.

4.2.1.2. Les niveaux des chambres et ceux des autres locaux accessibles aux hôtes, situés aux étages ou en sous-sol doivent :

- \* — dans tous les cas : être desservis par un escalier au moins, nonobstant l'existence de tout autre moyen d'accès;
- dans le cas des établissements des catégories 2 et 3 : être desservis par au moins deux escaliers.

\* 4.2.1.3. La largeur des escaliers, dégagements, sorties et voies qui y conduisent doit être égale ou supérieure à 0,80 m. La largeur des escaliers peut être ramenée à 0,70 m dans le cas des bâtiments existants ou en construction à la date du 1<sup>er</sup> juin 1972.

4.2.1.4. Les dégagements, sorties, portes et voies qui y conduisent doivent avoir une largeur totale au moins égale, en centimètres, au nombre de personnes appelées à les emprunter pour gagner les sorties du bâtiment.

Les escaliers doivent avoir une largeur totale au moins égale, en centimètres, à ce nombre multiplié par 1,25 s'ils descendent vers les sorties et multiplié par 2 s'ils montent vers celles-ci.

Le calcul de ces largeurs doit être basé sur l'hypothèse que, lors de l'évacuation du bâtiment, toutes les personnes d'un étage gagnent ensemble l'étage voisin et que celui-ci est déjà évacué lorsqu'elles y arrivent.

Parmi ces personnes figurent non seulement le personnel de l'établissement, mais aussi les visiteurs, les hôtes et autres personnes appelées à emprunter ces escaliers, dégagements, sorties et voies qui y conduisent.

Lorsque le nombre de ces personnes ne peut être déterminé avec une approximation suffisante, l'exploitant fixe ce nombre sous sa propre responsabilité.

\* 4.2.1.5. Les escaliers sont pourvus au moins d'une main courante du côté où il y a danger de chute.

\* 4.2.1.6. Les locaux dans lesquels séjournent habituellement cent personnes au moins et les niveaux où séjournent habituellement cent personnes au moins doivent posséder au moins deux sorties distinctes.

\* 4.2.1.7. Les niveaux où séjournent habituellement 100 personnes au moins doivent être reliés au rez-de-chaussée par au moins deux escaliers distincts.

\* 4.2.1.8. Il est interdit de déposer des objets quelconques pouvant gêner la circulation dans les escaliers, dégagements, sorties de secours et voies qui y conduisent ou de réduire la largeur utile de ceux-ci.

4.2.1.9. Les chambres et autres locaux accessibles aux hôtes donnent directement sur un chemin d'évacuation. La communication entre et vers les cages d'escalier est assurée par des chemins d'évacuation ou des coursives.

##### 4.2.2. Portes :

4.2.2.1. Les portes se trouvant dans des dégagements reliant deux sorties doivent s'ouvrir dans les deux sens.

4.2.2.2. Les portes à tambour et tourniquets, même placés dans les dégagements intérieurs, ne sont admis qu'en supplément des portes et passages nécessaires en application des dispositions figurant à l'article 4.2.1.

4.2.2.3. Toute porte à fermeture automatique qui ne peut être ouverte facilement à la main, doit être équipée d'un dispositif tel que, si la source d'énergie qui actionne la porte vient à faire défaut, celle-ci s'ouvre automatiquement et libère la largeur totale de la baie. L'emploi des portes coulissantes automatiques n'est autorisé que pour les issues donnant directement accès à l'extérieur. Ces dispositions ne sont pas applicables aux portes coupe-feu ni aux portes d'ascenseurs.

4.2.2.4. Les vantaux des portes en verre doivent porter une marque permettant de se rendre compte de leur présence.

4.2.2.5. Les plans inclinés dont la pente est supérieure à dix pour cent et les escaliers mécaniques (escalators) ne sont pas pris en considération dans le calcul du nombre et de la largeur des escaliers nécessaires en application des dispositions figurant à l'article 4.2.1.4.

4.2.2.6. Chaque escalier mécanique doit pouvoir être immobilisé immédiatement par deux commandes placées l'une en haut, l'autre en bas de l'escalier.

#### 4.2.3. Parois des chemins d'évacuation :

Les parois intérieures des chemins d'évacuation présentent une Rf d'au moins :

- pour la catégorie 1 : Rf 1/2 h;
- pour les catégories 2 et 3 : Rf 1 h;

ou sont construites en maçonnerie ou en béton.

#### 4.2.4. Conception des escaliers à construire :

##### \* 4.2.4.1. Généralités :

\* Sans préjudice des dispositions de l'article 4.2.1., les escaliers sont pourvus, de chaque côté, d'une main courante solidement fixée et si possible longeant également les paliers. Leur largeur utile est d'au moins 0,80 m. Pour les escaliers d'une largeur utile de moins de 1,20 m une seule main courante est suffisante.

La profondeur des marches est de 20 cm au moins sur la ligne de foulée. Les marches sont pourvues de contre marches pleines.

Les escaliers des établissements de la catégorie 3, à l'exception de l'escalier de communication intérieur des duplex, satisfont en outre aux conditions suivantes :

- les volées sont droites, se superposent et comportent au maximum 17 marches;
- la profondeur des marches est en tous points égale à 25 cm au moins;
- la hauteur des marches ne peut dépasser 18 cm;
- aucune marche ne peut dépasser la contremarche de plus de 5 cm;
- l'angle de pente ne peut dépasser 37°.

##### 4.2.4.2. Escaliers extérieurs :

Les marches des escaliers extérieurs sont antidérapantes. Les dérogations suivantes à l'article 4.2.4.1. sont admises :

- les contremarches ne sont pas obligatoires;
- la pente ne peut être supérieure à 45°.

#### 4.2.5. Cages d'escaliers intérieures :

4.2.5.1. Chaque escalier intérieur d'un établissement reliant des compartiments différents doit être encloisonné.

Les parois intérieures des cages d'escalier présentent une Rf d'au moins 1 h ou sont construites en maçonnerie ou en béton. Les blocs-portes d'accès présentent une Rf 1/2 h et sont munis d'un dispositif de fermeture automatique.

Au rez-de-chaussée, le hall de réception et ses dépendances directes peuvent être inclus dans le compartiment de la cage d'escalier : ceci implique que des mesures de précaution contre l'incendie soient prises en permanence.

4.2.5.2. Peuvent ne pas être encloisonnés les escaliers intérieurs des bâtiments suivants :

- bâtiment ne comportant qu'un niveau au-dessus du niveau normal d'évacuation et dont le nombre de pensionnaires est limité à 20;
- bâtiment ne comportant que deux niveaux au-dessus du niveau normal d'évacuation et dont le nombre de pensionnaires est limité à 20. Dans ce cas cependant, toutes les chambres doivent être directement accessibles au matériel de sauvetage du service d'incendie territorialement compétent.

4.2.5.3. Pour les bâtiments des catégories 1 et 2, et pour autant qu'il n'y ait que 10 chambres par niveau avec un maximum de 20 personnes, les murs et portes d'accès à ces chambres peuvent constituer l'encloisonnement de la cage d'escalier. Dans ce cas, les portes Rf des chambres peuvent ne pas être équipées de dispositif de fermeture automatique.

4.2.5.4. Les cages d'escaliers donnent accès à un niveau d'évacuation.

4.2.5.5. Les cages d'escaliers desservant les étages en sous-sol ne peuvent être dans le prolongement direct de celles qui desservent les niveaux situés au-dessus d'un niveau d'évacuation.

Sans préjudice des dispositions prévues en matière de compartimentage, ces cages peuvent être situées les unes au-dessus des autres, à condition qu'elles soient séparées par des parois et/ou des portes.

4.2.5.6. A l'exclusion des extincteurs portatifs du matériel de lutte contre l'incendie et du mobilier de réception situé au niveau d'évacuation, aucun objet susceptible d'être déplacé ne peut se trouver dans une cage d'escalier.

4.2.5.7. Une baie de ventilation débouchant à l'air libre est prévue à la partie supérieure de chaque cage d'escalier. Cette baie de 1 m<sup>2</sup> de section peut être horizontale, verticale ou oblique. L'ouverture se fait au moyen d'un dispositif à commande manuelle, placé de manière bien visible au niveau d'évacuation et uniquement réservé au service d'incendie territorialement compétent.

#### 4.2.6. Echelles extérieures :

Les échelles extérieures sont solidement fixées. Elles sont escamotables ou non.

Elles débouchent sur des endroits où les utilisateurs peuvent se mettre en sécurité. Les plates-formes d'accès éventuelles sont équipées de garde fous d'au moins 1 m de hauteur. En l'absence de coursive extérieure, une échelle extérieure ne peut convenir que pour l'évacuation de deux chambres par étage ou de quatre chambres si elle ne dessert qu'un étage. La distance entre les échelons, mesurée dans l'axe, est de 250 mm à 300 mm.

L'échelon supérieur se trouve au moins à 1,50 m au-dessus du niveau le plus élevé donnant accès à l'échelle.

## 4.2.7. Signalisation :

4.2.7.1. Un numéro d'ordre est attribué à chaque niveau compte tenu des prescriptions suivantes :

- les numéros forment une série ininterrompue;
- le niveau normal d'évacuation porte le numéro 0;
- les niveaux situés sous le niveau normal d'évacuation portent un numéro négatif;
- les niveaux situés au-dessus du niveau normal d'évacuation portent un numéro positif.

4.2.7.2. Le numéro d'ordre de chaque niveau est apposé :

- lisiblement sur la paroi intérieure et extérieure des paliers, escaliers ou cages d'escaliers;
- dans la cabine de l'ascenseur ou doit être visible depuis la cabine d'ascenseur à chaque arrêt de celle-ci.

4.2.7.3. L'emplacement de chaque sortie et de chaque sortie de secours ainsi que la direction des voies, dégagements et escaliers conduisant à ces sorties, sont signalés à l'aide des signaux de sauvetage prévus à l'article 54quinquies et ses annexes du Règlement général pour la Protection du Travail (RGPT).

4.2.7.4. Les numéros d'ordre des niveaux sont apposés dans les cabines des ascenseurs sur ou à côté des boutons de commande. En outre, les sorties ou sorties de secours sont indiquées à côté du numéro du niveau où elles se trouvent à l'aide des signaux de sauvetage respectifs décrits à l'article 54quinquies et ses annexes du Règlement général pour la Protection du Travail.

4.2.7.5. Dans les chemins d'évacuation, il est interdit de placer des miroirs pouvant induire les hôtes en erreur sur la direction des escaliers et des sorties.

## CHAPITRE V. — Exigences concernant la réaction au feu

5. Lors du renouvellement des revêtements existants, les exigences reprises dans le tableau suivant doivent être appliquées. La classification des matériaux de construction est conforme aux méthodes d'essai reprises dans la norme NBN S21-203.

	Revêtements de sol	Revêtements de parois verticales	Revêtements des plafonds et faux plafonds
Locaux et espaces techniques Parkings Cuisines collectives Locaux de machines et gaines : — d'ascenseurs et monte-charges — d'ascenseurs hydrauliques	A0	A0	A0
Cages d'escaliers intérieures (y compris paliers) Chemins d'évacuation Paliers et cabines d'ascenseurs et de monte-charges	A2	A1	A1
Salles de conférences, restaurants, cafés, bars	A3	A2	A1
Autres locaux non mentionnés ci-dessus : — dans établissement de la cat. 2; — dans établissements de la cat. 3.	— A3	— A3	A2 A2

## CHAPITRE VI. — Chauffage de locaux et canalisation d'alimentation de combustible cuisines et restaurants

## \* 6.1. Chaufferies :

La chaudière est placée dans un local appelé chaufferie, tout stockage de matériaux combustibles y est interdit.

Les murs, cloisons, planchers et plafonds des chaufferies sont au moins Rf 1 h. S'il est fait usage de combustibles liquides ou gazeux, toute communication entre la chaufferie et le bâtiment, et entre la chaufferie et le dépôt de combustibles, doit être fermée par une porte Rf 1/2 h.

Ces portes se ferment automatiquement. Elles ne sont pourvues d'aucun dispositif permettant de les fixer en position ouverte. Il est interdit en toutes circonstances de les maintenir en position ouverte;

Les chaufferies doivent être convenablement ventilées.

## \* 6.2. Appareils de chauffage :

\* 6.2.1. Les appareils de chauffage doivent être conçus et établis de façon à offrir des garanties de sécurité suffisantes eu égard aux circonstances locales.

\* 6.2.2. Les appareils de chauffage par combustion sont tenus en bon état de fonctionnement, reliés à un conduit à bon tirage et conçus de manière à assurer l'évacuation totale et régulière à l'extérieur des gaz de combustion, même en cas de fermeture maximum des dispositifs de réglage.

\* 6.2.3. Les cheminées et conduits de fumée des appareils de chauffage doivent être construits en matériaux incombustibles et être convenablement entretenus.

\* 6.2.4. Les générateurs de chaleur, les cheminées et les conduits de fumée doivent être installés à une distance suffisante des matières et matériaux combustibles ou en être isolés de manière à prévenir le risque d'incendie.

\* 6.2.5. Les générateurs de chaleur à allumage automatique utilisant un combustible liquide ou gazeux doivent être équipés de façon que l'alimentation en combustible soit automatiquement arrêtée dans les cas suivants :

- pendant l'arrêt, automatique ou non, du brûleur;
- dès l'extinction accidentelle de la flamme;
- dès surchauffe ou suppression à l'échangeur;
- en cas de coupure du courant électrique, pour les générateurs de chaleur à combustible liquide.

\* 6.2.6. Les installations de chauffage à air chaud doivent répondre aux conditions suivantes :

6.2.6.1. La température de l'air aux points de distribution ne peut excéder 80° C;

6.2.6.2. Les gaines d'amenée d'air chaud doivent être construites entièrement en matériaux incombustibles;

6.2.6.3. Lorsque le générateur d'air chaud se trouve dans une chaufferie :

a) l'aspiration de l'air à chauffer ne peut se faire dans cette chaufferie ou ses dépendances;

b) les bouches de prise et de reprise d'air doivent être munies de filtres à poussières efficaces non susceptibles d'émettre des vapeurs combustibles.

6.2.6.4. Si l'air est chauffé directement dans le générateur, la pression de l'air chaud dans celui-ci doit toujours être supérieure à celle des gaz circulant dans le foyer.

\* 6.2.7. Dans les locaux chauffés à l'air chaud par générateur à échange direct, un dispositif doit assurer automatiquement l'arrêt du ventilateur et du générateur, en cas d'élévation anormale de la température de l'air chaud. Lorsque le générateur d'air chaud se trouve dans une chaufferie, ce dispositif doit être doublé par une commande manuelle placée en dehors de cette chaufferie. Cette dernière disposition ne s'applique pas aux générateurs à échange direct chauffés électriquement.

\* 6.2.8. Dans les chambres, les appareils de chauffage électrique sont autorisés à l'exclusion de ceux à résistance apparente; les appareils individuels à combustion sont interdits.

Lors de l'utilisation d'appareils de chauffage électrique à accumulation à décharge par convection forcée (encore appelés radiateurs électriques à accumulation du type dynamique), la température de l'air aux points de distribution peut dépasser la valeur de 80° C fixée à l'article 6.2.6.1. moyennant l'observation des conditions suivantes :

6.2.8.1. Tout appareil est conçu et réalisé de telle manière que la température de l'air dans le plan de sa grille d'évacuation ne dépasse pas 120° C. En outre, la température de l'air mesurée à une distance de 0,30 m dans le sens du flux de l'air chaud ne dépasse pas 80° C.

6.2.8.2. Le fabricant d'un tel appareil fournit à l'utilisateur de l'appareil une notice explicative et des instructions d'installation qui tiennent compte de la nécessité de garantir une zone libre autour de l'appareil.

Cette zone doit obligatoirement s'étendre à au moins 0,20 m de tout point de l'espace où la température de 80° C peut être atteinte pendant le fonctionnement de l'appareil.

6.2.8.3. L'installation de l'appareil se fait suivant les instructions fournies par le fabricant.

### 6.3. Canalisations d'alimentation de gaz

Lorsque le bâtiment dans lequel est situé l'établissement d'hébergement comporte des installations d'alimentation au gaz, celles-ci doivent être conformes à la norme NBN D51-003 en ce qui concerne le gaz naturel et au code de bonne pratique en ce qui concerne les gaz de pétrole liquéfiés.

### 6.4. Cuisines et restaurants

Les cuisines, restaurants, les ensembles cuisines-restaurants, et autres locaux destinés à la préparation des repas à l'exclusion des petits-déjeuners sont limités par des parois présentant un Rf d'au moins

- pour la cat. 1 : Rf 1/2 h
- pour les cat. 2 et 3 : Rf 1 h

ou construites en maçonnerie ou en béton.

Les portes sont Rf 1/2 h et sollicitées à la fermeture.

Les portes peuvent rester ouvertes si elles sont équipées d'un dispositif de fermeture automatique commandé par l'installation généralisée de détection automatique d'incendie dont question à l'article 744.

## CHAPITRE VII. — Equipement de l'établissement

### \*7.1. Ascenseurs et monte-charges

L'ensemble des ascenseurs et monte-charges, constitués par une ou plusieurs gaines, est limité par des parois présentant un Rf d'au moins :

- pour la catégorie 1 : Rf 1/2 h
- pour la catégorie 2 et 3 : Rf 1 h

ou construites en maçonnerie ou en béton.

Cette prescription ne s'applique pas aux parties frontales des paliers d'ascenseurs et aux parois faisant partie de la façade. La partie frontale des paliers d'ascenseurs, y compris les portes, satisfait durant 1/2 h aux critères de stabilité et d'étanchéité aux flammes de la norme NBN 713.020.

### 7.2. Ascenseurs à appel prioritaire

7.2.1. Chaque établissement de la catégorie 3, est desservi par un ascenseur à appel prioritaire. Cet ascenseur débouche sur un niveau d'évacuation aisément accessible par les services d'incendie. Lorsque plusieurs batteries d'ascenseurs desservent un même compartiment, chaque batterie est pourvue d'un ascenseur prioritaire.

Cette condition est remplie :

- soit par un ascenseur desservant le niveau d'évacuation et tous les étages situés au-dessus de celui-ci,
- soit par plusieurs ascenseurs desservant chacun le niveau d'évacuation et une partie des étages situés au-dessus de celui-ci, à condition que l'ensemble des ascenseurs à appel prioritaire permette l'accès à tous les compartiments du bâtiment.

7.2.2. Sur le palier d'ascenseur du niveau d'évacuation se trouve un interrupteur « service incendie » destiné à l'appel prioritaire des ascenseurs. Cet interrupteur se trouve dans un coffret protégé par une vitre, il porte la mention « pompiers ». Il rappelle la cabine de l'ascenseur prioritaire au niveau d'évacuation après son arrêt, celle-ci peut être utilisée sans répondre aux appels extérieurs. En dehors des circonstances qui motivent leur usage spécifique, les ascenseurs prioritaires peuvent être utilisés normalement.



### 7.3. Installation électrique de force motrice, d'éclairage et de signalisation

7.3.1. Toutes les voies d'évacuation, y compris les échelles de secours, sont éclairées en suffisance. Seul l'éclairage électrique est autorisé.

#### 7.3.2. Sources autonomes de courant

La puissance de la (des) source(s) autonome(s) de courant est suffisante pour alimenter simultanément toutes les installations suivantes :

- a) les installations d'annonce, d'alerte et d'alarme;
- b) la machinerie des ascenseurs à appel prioritaire;
- c) les installations d'évacuation de fumée (baies de ventilation de l'article 425);
- d) les pompes à incendie.

Dès que l'alimentation en énergie électrique du réseau fait défaut, la (les) source(s) autonome(s) assure(nt) automatiquement et endéans les trente secondes, le fonctionnement des installations susdites pendant une heure.

#### 7.3.3. Eclairage de sécurité

Les grands locaux collectifs (réfectoires, salles de restaurant, cuisines, salles de réunion, locaux de détente), chemins et possibilités d'évacuation, escaliers, cabines d'ascenseurs, chaufferie et les locaux abritant les sources autonomes de courant, sont pourvus d'un éclairage de sécurité.

Cet éclairage de sécurité est conforme à la NBN C71-100 (règles d'installation et consignes pour le contrôle et l'entretien) et l'appareillage aux NBN C71-598-222 (blocs autonomes d'éclairage de sécurité) et NBN L13-005 (prescriptions photométriques et colorimétriques)

### 7.4. Annonce, alerte, alarme et moyens d'extinction

#### \* 7.4.1. Détermination des appareils d'annonce, d'alerte, d'alarme et d'extinction

7.4.1.1. Tous les établissements sont équipés d'installations d'annonce, d'alerte, d'alarme et d'extinction. Pour la détermination de cet équipement, l'exploitant consulte le service d'incendie territorialement compétent.

7.4.1.2. Le nombre et le type d'appareils sont déterminés en fonction du risque d'incendie. Les appareils sont répartis judicieusement et en nombre suffisant pour desservir tout point de l'établissement.

7.4.1.3. Les appareils à commande manuelle sont facilement accessibles, judicieusement répartis et bien signalés. Ils sont placés de manière à ne pas gêner la circulation et à ne pas être détériorés ou renversés. Les appareils éventuellement placés à l'extérieur, sont mis à l'abri des intempéries.

#### 7.4.2. Annonce des incendies

Chaque appareil, par lequel la liaison peut être établie et nécessitant une intervention humaine, porte un avis mentionnant sa destination et son mode d'emploi. S'il s'agit d'un appareil téléphonique, cet avis indique le numéro d'appel à former pour avvertir le service d'incendie territorialement compétent, sauf s'il y a liaison directe au automatique. Dans ce dernier cas, l'annonce de la découverte ou de la détection d'un incendie doit, nonobstant ce qui précède, pouvoir être confirmée sans délai aux services d'incendie par téléphone.

#### \* 7.4.3. Alerte et alarme

Les signaux ou messages d'alerte et d'alarme sont perceptibles par toutes les personnes intéressées et ne peuvent être confondus entre eux ou avec d'autres signaux. Leurs circuits électriques sont distincts.

Dans les établissements de la catégorie 3, l'enclenchement de l'alarme provoque l'acheminement successif des cabines d'ascenseur non prioritaires au niveau d'évacuation et leur immobilisation à ce niveau.

#### 7.4.4. Installation généralisée de détection automatique d'incendie par détecteur ponctuel

Dans le cas où le présent règlement impose une installation généralisée de détection automatique d'incendie par détecteur ponctuel, celle-ci est réalisée et réceptionnée conformément à la norme NBN S21-100. Le matériel doit faire l'objet d'un agrément qui certifie sa conformité à cette norme.

#### 7.4.5. Moyens d'extinction

##### 7.4.5.1. Généralités

Les moyens d'extinction comprennent des appareils ou des installations automatiques ou non. Les extincteurs et dévidoirs muraux sont destinés à la première intervention c'est-à-dire qu'ils sont destinés principalement à être manœuvrés par le personnel et les occupants.

7.4.5.2. Les extincteurs et dévidoirs muraux répondent aux normes belges. La marque « Benor » constitue une preuve de cette conformité.

##### 7.4.5.3. Dévidoirs muraux à alimentation axiale et hydrants muraux

7.4.5.3.1. Lorsque des dévidoirs muraux à alimentation axiale sont choisis comme moyen d'extinction et de première intervention, ils répondent aux règles ci-après :

- ils sont installés en nombre et aux endroits tels que tous les points de la surface à protéger sont atteints par le jet d'une lance;
- ils sont conformes à la NBN S21-023.

7.4.5.3.2. Lorsque des dévidoirs muraux à alimentation axiale complétés par des hydrants muraux sont choisis comme moyens d'extinction et de première intervention, ils répondent aux règles ci-après :

- ils sont groupés et leur alimentation en eau est commune;
- ils sont installés en nombre et aux endroits tels que tous les points de la surface à protéger sont atteints par le jet d'une lance;
- ils sont conformes à la NBN S21-023 (dévidoirs) et à la NBN 571 (hydrant).

7.4.5.3.3. Dans les établissements de la catégorie 3, il est prévu au moins un hydrant mural par niveau, conforme à la norme NBN 571.

Le diamètre de la colonne montante d'alimentation est des 70 mm au moins, la pression restante à l'hydrant le plus défavorisé est de 2,5 Bars au moins quand il débite 500 l/min sans tuyau ni lance.

7.4.5.3.4. Les appareils sont alimentés en eau sous pression et ce sans manœuvre préalable.

Les canalisations d'alimentation sont, à l'intérieur du bâtiment, en acier inoxydable, en acier galvanisé ou en cuivre. Elles sont soigneusement protégées contre le gel.

##### 7.4.5.4. Alimentation en eau d'extinction

L'alimentation en eau d'extinction doit être suffisante. Elle peut se faire par de l'eau courante ou stagnante ou par le réseau public de distribution. Dans ce dernier cas, le nombre et la localisation des bouches ou des bornes d'incendie sont tels que, la bouche ou la borne la plus proche soit située à une distance inférieure à 100 m de l'entrée du bâtiment.

Une signalisation conforme à la circulaire du Ministère de l'Intérieur du 14 octobre 1975 relative aux ressources en eau pour l'extinction des incendies est prévue.

Dans le cas où l'alimentation se fait par eau courante ou stagnante, la capacité de la réserve en eau est d'au moins 40 m<sup>3</sup> pour les établissements des catégories 1 et 2 et 120 m<sup>3</sup> pour ceux de la catégorie 3.

#### CHAPITRE VIII. — *Entretien et contrôle*

##### 8.1. Généralités

8.1.1. L'équipement technique de l'établissement est maintenu en bon état. L'exploitant doit, sous sa responsabilité, faire contrôler périodiquement cet équipement par des personnes compétentes.

8.1.2. L'exploitant veille à ce que les inspections, examens et contrôles notamment ceux dont question à l'article 82 soient effectués et qu'il en soit dressé procès-verbal pour les contrôles prescrits aux articles 821 à 829. Les dates des contrôles et les constatations faites au cours de ceux-ci ainsi que les instructions au personnel sont classées dans un dossier tenu à la disposition du bourgmestre ou de son délégué.

##### 8.2. Contrôles périodiques

Les dispositions qui suivent sont étendues, en complément des dispositions de l'article 28 du Règlement général pour la Protection du Travail, à tous les établissements visés par le présent arrêté, que du personnel y soit occupé ou non.

###### \* 8.2.1. Ascenseurs et monte-charges

Les ascenseurs et monte-charges sont contrôlés comme prescrit au titre III, chapitre I<sup>er</sup>, section II du Règlement général pour la Protection du travail (RGPT). Ces contrôles visent également le respect de l'article 72 des présentes prescriptions.

###### \* 8.2.2. Installations électriques de force motrice, d'éclairage, signalisation et d'éclairage de sécurité

Les installations électriques de force motrice, éclairage et signalisation répondent, suivant le cas, aux prescriptions de la section I<sup>re</sup>, chapitre I<sup>er</sup> du titre III du Règlement général pour la Protection du Travail (RGPT), ou aux prescriptions du Règlement général pour les installations électriques (RGIE), ou aux prescriptions du Règlement technique (RT) agréé par le Comité électrotechnique belge (CEB).

Sans préjudice des dispositions de ces règlements, les installations électriques susvisées sont contrôlées :

- lors de leur mise en service et chaque fois que d'importantes modifications y sont apportées;
- annuellement pour les installations de haute tension et, le cas échéant, pour les installations à moyenne tension selon l'article 282 du Règlement général pour la Protection du Travail.

Les contrôles susvisés ont pour but de vérifier la conformité des installations électriques de force motrice, éclairage et signalisation avec les prescriptions du présent règlement.

Le fonctionnement de l'éclairage de sécurité doit être contrôlé périodiquement par l'exploitant, au minimum tous les six mois.

###### 8.2.3. Installations de chauffage et de conditionnement d'air

Sans préjudice des dispositions de l'arrêté royal du 6 janvier 1978 relatif à la lutte contre la pollution atmosphérique résultant du chauffage des bâtiments au moyen de combustibles solides et liquides, les installations de chauffage central et de climatisation centrale sont examinées annuellement par un technicien compétent, agréé par le Ministère de la Santé publique, à l'exclusion des installations de production d'air frais uniquement.

\* Les conduits d'évacuation de fumées et de gaz de combustion doivent toujours être en bon état.

###### \* 8.2.4. Installations alimentées en gaz combustible

Sans préjudice des dispositions de l'arrêté royal du 21 octobre 1968 concernant les dépôts en réservoirs fixes non réfrigérés de propane et de gaz butane liquéfiés commerciaux ou de leurs mélanges, toute installation nouvelle ou partiellement réparée ou renouvelée, est examinée avant sa mise en service, conformément aux normes belges et aux règles de bonne pratique.

Le contrôle susvisé doit être effectué tous les cinq ans par un organisme ou un installateur compétent. Les résultats sont consignés dans un procès-verbal à conserver par l'exploitant.

###### \* 8.2.5. Annonce, alerte, alarme

Les installations électriques, d'annonce, d'alerte et d'alarme, et d'éclairage de secours, et les installations définies à l'article 826, autres que les lignes téléphoniques ordinaires, sont vérifiées annuellement par un organisme agréé par le Ministère des Affaires économiques pour le contrôle des installations électriques.

###### \* 8.2.6. Installation de détection générale automatique d'incendie par détecteur ponctuel

Cette installation est vérifiée et entretenue annuellement par un organisme ou un installateur compétent.

###### 8.2.7. Moyens d'extinction

L'exploitant s'assure que les moyens d'extinction sont vérifiés et entretenus annuellement.

###### 8.2.8. Filtres et conduits d'extraction des hottes de cuisine

L'exploitant s'assure que les filtres à graisse et les conduits d'extraction des hottes de cuisine sont entretenus périodiquement.

###### 8.2.9. Portes et baies de ventilation

L'exploitant s'assure que les portes, portillons et baies de ventilation prévues dans le présent règlement sont entretenus annuellement.

#### CHAPITRE IX. — *Prescriptions d'exploitation*

##### 9.1. Généralités

Indépendamment de ce qui est prévu par la présente réglementation, l'exploitant prend toutes mesures utiles en vue de protéger les personnes présentes dans l'établissement contre l'incendie, la panique et l'explosion. Les mesures permanentes prises dans ce but par l'exploitant seront mentionnées dans un règlement d'ordre intérieur. Périodiquement et au moins annuellement, l'exploitant attirera l'attention du personnel sur les prescriptions du présent chapitre.

Les remarques consignées dans les procès-verbaux des contrôles périodiques prévues à l'article 8 doivent faire l'objet des corrections appropriées dans les délais les plus courts.

## 9.2. Portes, portillons, etc.

L'exploitant veille au bon fonctionnement des portes, portillons, etc., sollicités à la fermeture et des portes, portillons, etc. à fermeture automatique en cas d'incendie.

## 9.3. Appareils de cuisson et de réchauffage

Les appareils de cuisson et de réchauffage sont suffisamment éloignés ou isolés de tout matériau inflammable.

Aucun appareil mobile alimenté en combustible ne peut être placé ou utilisé à l'intérieur de l'établissement, à l'exception de ceux dont la quantité de combustible ne dépasse pas 3 kg ou 1 litre. Les récipients vides et de réserve sont stockés à l'air libre ou dans un local spécialement aménagé à cet effet. Ce local ne contient aucune autre matière inflammable et est pourvu d'une aération basse et d'une aération haute.

## 9.4. Information du personnel et des pensionnaires en matière de prévention

\* 9.4.1. Sans préjudice aux dispositions des articles 52.10 et 52.12 du Règlement général pour la Protection du Travail, l'exploitant attire l'attention des membres du personnel sur les dangers en cas d'incendie dans l'établissement. Ils sont informés notamment des moyens mis en œuvre en ce qui concerne :

- la détection, l'annonce, l'alerte et l'alarme
- les dispositions à prendre afin d'assurer la sécurité des personnes
- les moyens de lutte contre l'incendie.

L'exploitant et certains membres du personnel, spécialement désignés en raison de la nature et du caractère permanent de leur fonction, sont entraînés à l'emploi de moyens d'extinction et reçoivent des instructions relatives à leur mise en œuvre.

9.4.2. L'exploitant organise au moins annuellement un exercice pratique ayant pour but d'informer les membres du personnel sur la conduite à tenir en cas d'incendie.

9.4.3. Une notice d'information, rédigée dans les trois langues nationales, et en anglais, destinée aux hôtes contiendra les consignes en matière de prévention incendie (voir exemple — annexe a).

## \* 9.5. Installations de gaz

Les précautions indispensables sont prises pour éviter les fuites de gaz.

La présence de récipients mobiles de gaz de pétrole liquéfié est interdite dans les locaux en sous-sol et dans ceux dont le sol est, de tous les côtés, à un niveau inférieur à celui du sol environnant le bâtiment, sauf pour des travaux occasionnels.

Les récipients mobiles de gaz de pétrole liquéfiés qui ne sont pas en service, et les récipients présumés vides, doivent être entreposés en plein air ou dans un local efficacement ventilé et spécialement affecté à cet usage.

## 9.6. Dépôt de combustibles

Tout dépôt de combustibles liquides ou de gaz de pétrole liquéfié est installé en dehors des locaux accessibles aux hôtes et des locaux de travail.

## 9.7. Divers

\* 9.7.1. L'exploitant veille à ce que des personnes non qualifiées ne puissent accéder aux locaux et passages techniques en apposant un avis d'interdiction à tout endroit utile.

9.7.2. L'accès aux parkings souterrains est interdit aux véhicules alimentés en gaz de pétrole liquéfié. Cette interdiction est affichée aux entrées des parkings.

## \* 9.7.3. Consignes de sécurité et plans

### 9.7.3.1. Dans l'entrée de l'hôtel

Un plan de l'établissement destiné à renseigner les équipes de secours doit indiquer notamment l'emplacement :

- des escaliers et des voies d'évacuation
- des moyens d'extinction disponibles
- le cas échéant, du dispositif d'arrêt du système de ventilation
- le cas échéant, du tableau général du système de détection et d'alarme
- des chaufferies
- le cas échéant, des installations et des locaux présentant un risque particulier.

### 9.7.3.2. A chaque niveau

Dans les établissements comportant deux ou plusieurs niveaux, un plan d'orientation simplifié est placé près des accès à chaque niveau.

### 9.7.3.3. Dans chaque chambre

Des instructions rédigées dans les trois langues nationales et en anglais indiquent la ligne de conduite à adopter en cas d'incendie.

Elles sont complétées par un plan d'étage simplifié indiquant sommairement l'emplacement de la chambre par rapport aux voies d'évacuation, aux escaliers et/ou aux sorties.

Les instructions attirent notamment l'attention sur l'interdiction d'utiliser les ascenseurs en cas d'incendie.

9.7.4. Les abords des endroits où se trouvent des appareils d'annonce d'alerte et d'alarme ou des appareils de lutte contre l'incendie doivent toujours restés dégagés afin que les appareils susvisés puissent être utilisés sans délai.

\* disposition émanant du Règlement général pour la Protection du Travail rendue obligatoire, en complément des dispositions de l'article 28 de ce règlement, à tous les établissements visés par le présent arrêté que du personnel y soit occupé ou non.

## Annexe 1

## Consignes pour les hôtes

## Comment prévenir l'incendie ?

1. Ne fumez pas au lit et ne jetez pas de mégots de cigarettes dans la corbeille à papier ou par la fenêtre.
2. Ne touchez pas à l'installation électrique en vue de l'adapter ou de la modifier sans autorisation de la direction.
3. N'utilisez pas d'objets ou de liquides susceptibles de provoquer un incendie.
4. Ne cuisinez pas dans les chambres au moyen d'appareils ne faisant pas partie de l'équipement de l'établissement.
5. Procédez à une reconnaissance des chemins d'évacuation à proximité de votre chambre.
6. Ne séchez pas de linge sur des appareils de chauffage.

## Que faire en cas d'incendie ?

1. En cas d'incendie, vous serez alerté par une installation spéciale (\*).
2. Si vous découvrez un incendie ou une émission de fumée, vous devez immédiatement en aviser la centrale téléphonique, numéro intérieur (\*).
3. Le personnel de l'établissement est entraîné à combattre l'incendie, à diriger l'évacuation des pensionnaires et est prêt, en tout temps, à veiller à votre sécurité en attendant l'arrivée des services d'incendie.
4. Evacuez votre chambre, fermez la porte et rendez-vous par le plus court chemin vers la sortie ou la sortie de secours.
5. Suivez les consignes du personnel de l'établissement.
6. Afin de préserver les voies respiratoires, nous vous conseillons de garder un linge ou un drap mouillé devant le nez et la bouche.
7. N'utilisez pas les ascenseurs, ils peuvent se bloquer en cas d'incendie.
8. Evitez les couloirs enfumés et rendez-vous directement vers la sortie ou la sortie de secours. Les sorties de secours et cages d'escaliers sont clairement balisées et éclairées, même lorsque l'éclairage normal fait défaut.
9. Groupez-vous devant l'établissement. (\*)

(\*) A adapter cas par cas.

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif du 24 décembre 1990 déterminant les modalités et la procédure d'obtention de l'attestation de sécurité des établissements d'hébergement existants au 1<sup>er</sup> janvier 1991 et fixant les normes de sécurité en matière de protection contre l'incendie spécifiques à ces établissements d'hébergement.

Par l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement, de la Formation, du Sport, du Tourisme et des Relations internationales,

J.-P. GRAFE

## Annexe 2

## Modèle d'attestation

Le soussigné,  
 bourgmestre à ..... déclare que l'établissement d'hébergement (NOM)  
 (Adresse) ,  
 — emploie/n'emploie pas du personnel engagé dans le cadre d'un contrat de travail (\*)  
 — répond aux normes de sécurité d'incendie, fixées à l'annexe de l'arrêté de l'Exécutif du 24 décembre 1990, déterminant les modalités et la procédure d'obtention de l'attestation de sécurité des établissements d'hébergement existants au 1<sup>er</sup> janvier 1991 et fixant les normes de sécurité en matière de protection contre l'incendie spécifiques à ces établissements d'hébergement.  
 sauf (—)  
 pour les points suivants, pour lesquels un délai de mise en ordre débutant le ....., a été octroyé conformément aux dispositions de l'article 5 de l'arrêté de l'Exécutif :

1. Point	délai de mise en ordre :
2. Point	délai de mise en ordre :
3. Point	délai de mise en ordre :

(\*) biffer la mention inutile.

(—) éventuellement à biffer.

Le Bourgmestre,

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif du 24 décembre 1990 déterminant les modalités et la procédure d'obtention de l'attestation de sécurité des établissements d'hébergement existants au 1<sup>er</sup> janvier 1991 et fixant les normes de sécurité en matière de protection contre l'incendie spécifiques à ces établissements d'hébergement.

Par l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement, de la Formation, du Sport, du Tourisme et des Relations internationales,

J.-P. GRAFE

## Annexe 3

## Modèle d'attestation

Le soussigné,  
Ministre du Tourisme (ou le soussigné..... délégué du Ministre du Tourisme) déclare que  
l'établissement d'hébergement (NOM)

(Adresse)

— emploie/n'emploie pas du personnel engagé dans le cadre d'un contrat de travail (\*)  
— répond aux normes de sécurité d'incendie, fixées à l'annexe de l'arrêté de l'Exécutif du 24 décembre 1990, déterminant les modalités et la procédure d'obtention de l'attestation de sécurité des établissements d'hébergement existants au 1<sup>er</sup> janvier 1991 et fixant les normes de sécurité en matière de protection contre l'incendie spécifiques à ces établissements d'hébergement.

sauf (—)

pour les points suivants, pour lesquels une dérogation a été obtenue conformément aux dispositions des articles 14 et 18 de l'arrêté de l'Exécutif :

1. Point

2. Point

3. Point

pour les points suivants, pour lesquels un délai de mise en ordre débutant le....., a été octroyé conformément aux dispositions de l'article 5 de l'arrêté de l'Exécutif :

1. Point

2. Point

3. Point

délai de mise en ordre :

délai de mise en ordre :

délai de mise en ordre :

Le Ministre (ou son délégué),

(\*) biffer la mention inutile.

(—) éventuellement à biffer.

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif du 24 décembre 1990 déterminant les modalités et la procédure d'obtention de l'attestation de sécurité des établissements d'hébergement existants au 1<sup>er</sup> janvier 1991 et fixant les normes de sécurité en matière de protection contre l'incendie spécifiques à ces établissements d'hébergement.

Par l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement, de la Formation, du Sport, du Tourisme et des Relations internationales,

J.-P. GRAFE

## VERTALING

N. 91 — 1580

24 DECEMBER 1990. — Besluit van de Executieve houdende vaststelling van de modaliteiten en van de procedure voor het bekomen van het veiligheidsattest voor de logiesverstrekkende inrichtingen die op 1 januari 1991 bestaan en houdende vaststelling van de veiligheidsnormen inzake brandbeveiliging, die specifiek zijn voor deze logiesverstrekkende inrichtingen

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 9 november 1990 betreffende de voorwaarden voor het exploiteren van de logiesverstrekkende inrichtingen en de hotelinrichtingen, inzonderheid op artikel 3;

Gelet op het advies van de « Conseil supérieur du Tourisme » gegeven op 7 november 1990;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 13 november 1990;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 19 november 1990;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs, Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen;

Gelet op de door de Executieve na beraadslaging van 24 december 1990 genomen beslissing,

Besluit :

## HOOFDSTUK I. — Definities

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1<sup>o</sup> de Minister : het lid van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot wiens bevoegdheid het Toerisme behoort;

2<sup>o</sup> specifieke veiligheidsnormen : de veiligheidsnormen inzake brandbeveiliging, die specifiek zijn voor de logiesverstrekkende inrichtingen, zoals voorzien in bijlage 1 van dit besluit;

3<sup>o</sup> het attest : het attest brandbeveiliging, waarvan het model afgedrukt is in bijlage 2 of in bijlage 3 van dit besluit naargelang van het geval.

HOOFDSTUK II. — *Het veiligheidsattest*

**Art. 2.** Een logiesverstreckende inrichting mag slechts uitgebaat worden na toekenning van een veiligheidsattest.

**Art. 3.** Het attest wordt toegekend indien voldaan is aan de specifieke veiligheidsnormen en zo nodig aan de bepalingen van het algemeen reglement voor de arbeidsbescherming.

**Art. 4.** Het attest heeft een geldigheidsduur van vijf jaar.

Een nieuw attest moet nochtans worden aangevraagd :

1° op het einde van een termijn toegestaan om de instellingen in orde te brengen zoals voorzien bij artikel 22 van dit besluit of toegekend bij afwijking.

2° in geval van verbouwing, wanneer een bouwvergunning vereist is;

3° wanneer aan het gebouw of aan de uitrusting van de logiesverstreckende inrichting veranderingen aangebracht werden, waardoor de veiligheid in het gedrang kan komen; moeten onder meer als dusdanig beschouwd worden :

de oprichting van nieuwe lokalen bestemd voor de gasten, zoals kamers, vergaderzalen, restaurant, salon;

de wijziging van de evacuatiewegen en (of) het door de evacuatiewegen gevolgde traject;

de omvangrijke werken voor het aanleggen van liften en goederenliften;

de installatie van een gas - of electriciteitsbediening in de inrichting.

HOOFDSTUK III. — *Procedure*

**Art. 5.** De aanvraag van het attest moet bij ter post aantegekende brief met bewijs van ontvangst aan de Burgemeester worden gezonden.

**Art. 6.** De Burgemeester beslist over de aanvraag van het veiligheidsattest binnen vijftien dagen vanaf de datum van ontvangst op basis van een verslag, opgemaakt door de territoriaal bevoegde brandweerdienst.

**Art. 7.** De beslissing tot verlenging, tot weigering of tot voorwaardelijke verlening van het attest in overeenstemming met artikel 22 van dit besluit, wordt aan de aanvrager bij een ter post aangetekende brief medegedeeld.

De beslissing tot weigering moet gemotiveerd worden. Een afschrift van het verslag van de brandweerdienst wordt er bijgevoegd.

De weigering wordt ondersteld wanneer aan de aanvrager geen kennis van de beslissing werd gegeven binnen de bij artikel 6 voorziene termijn.

HOOFDSTUK IV. — *Beroep en afwijkingen*

**Art. 8.** De aanvrager mag beroep instellen bij de Minister binnen een termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de dag waarop kennis gegeven werd van de weigering van de toekenning van het attest of binnen een termijn van honderd twintig dagen te rekenen vanaf de laatste dag van de bij artikel 6 voorziene termijn ingeval geen kennis werd gegeven van de beslissing binnen diezelfde termijn.

Het beroep is opschortend.

**Art. 9.** Wanneer van de weigering kennis werd gegeven overeenkomstig artikel 7, lid 1 moet bij het beroep een kopij van het verslag van de brandweerdienst en een kopij van de beslissing tot weigering van de toekenning van het attest worden gevoegd.

**Art. 10.** Wanneer beroep is ingesteld, mag een afwijking van de specifieke veiligheidsnormen aangevraagd worden.

**Art. 11.** Bij het beroep moeten al de inlichtingen worden gevoegd die nodig zijn voor het onderzoek met eventueel inbegrip van de gedetailleerde plannen, de beschrijving van het bouw materiaal en de bouwelementen, overeenkomstig punt 071 van de bijlage 1 van dit besluit.

**Art. 12.** Dadelijk bij ontvangst van het beroep laat de Minister een bericht van ontvangst bij een ter post aangetekende brief worden binnen tien dagen.

De Minister beslist binnen de drie maanden te rekenen vanaf de ontvangst van het beroep, na advies van de bij artikel 15 bedoelde Commissie voor brandbeveiliging van de logiesverstreckende inrichtingen.

**Art. 13.** De beslissing van de Minister wordt bij een ter post aangetekende brief aan de aanvrager medegedeeld.

De weigering gevolg te geven aan het beroep wordt ondersteld wanneer geen kennis van de beslissing werd gegeven binnen de bij artikel 12 voorziene termijn, tenzij de Minister binnen diezelfde termijn aan de aanvrager bij gemotiveerde beslissing laat weten dat de termijn uitzonderlijk verlengd wordt. De verlenging mag niet langer zijn dan dertig dagen.

**Art. 14.** Wanneer een afwijking wordt toegestaan, moet de beslissing nauwkeurig de nummers vermelden van de specifieke voorschriften, waarvoor afwijking wordt verleend.

HOOFDSTUK V. — *De commissie voor brandbeveiliging van de logiesverstreckende inrichtingen*

**Art. 15.** Er wordt een commissie voor brandbeveiliging opgericht voor de logiesverstreckende inrichtingen die advies moet uitbrengen over elk beroep, ingesteld in toepassing van artikel 8 van dit besluit.

**Art. 16.** De commissie is als volgt samengesteld :

1° een voorzitter;

2° twee effectieve leden en twee plaatsvervangers die het Technisch Comité van het hotelwezen vertegenwoordigen en voorgedragen door vernoemd Comité op een lijst van zes namen;

3° twee effectieve leden en twee plaatsvervangers, deskundigen van de brandweerdiensten, voorgedragen door de Minister van Binnenlandse Zaken op een lijst van zes namen.

Een lid dat de Minister vertegenwoordigt mag met raadgevende stem deelnemen aan de vergaderingen van de Commissie.

De Voorzitter is een ambtenaar bevoegd inzake veiligheid en brandbeveiliging, die behoort tot de diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap — Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken.\*

**Art. 17.** De Minister benoemt de Voorzitter en de leden van de Commissie voor een periode van vier jaar. Zij moeten Belg en Franstalig zijn.

Na drie niet gewettigde afwezigheden, neemt de plaatsvervanger van ambtswege de plaats in van het lid.

**Art. 18.** De Commissie brengt advies uit binnen de vijftien dagen te rekenen vanaf de datum van ontvangst van de aanvraag om advies van de Minister.

**Art. 19.** De beslissingen worden bij meerderheid van stemmen genomen. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter beslissend.

**Art. 20.** De Commissie stelt haar huishoudelijk reglement op dat ter goedkeuring aan de Executieve wordt voorgelegd. Het secretariaat van de vergaderingen van de Commissie wordt waargenomen door een personeelslid van het Commissariaat voor Toerisme van de Franse Gemeenschap.

**Art. 21.** Een vaste vergoeding van 500 frank alsook de terugbetaling van de reiskosten ter waarde van een reisbiljet per spoorweg in eerste klasse voor elke vergadering waaraan zij deelnemen worden aan de leden van de Commissie toegekend.

#### HOOFDSTUK VI. — *Overgangsbepalingen*

**Art. 22.** Als overgangsmaatregel en onverminderd de bepalingen van het algemeen reglement voor de arbeidsbescherming, mag het attest worden verleend voor zover aan de specifieke veiligheidsnormen wordt voldaan binnen twaalf maanden na de toekenning ervan.

Deze termijn van twaalf maanden wordt op achttien maanden gebracht om te voldoen aan de bepalingen nrs. 4 22, 6 4, 7 4 5 4 et 8 2 2 lid 1 van de bijlage 1 van dit besluit.

Deze termijn van twaalf maanden wordt op drie jaar gebracht om te voldoen aan de bepalingen nrs. 2 1, 2 2, 3, 3 2, 4 1 en 7 4 4 van de bijlage 1 van dit besluit.

Deze termijn van twaalf maanden wordt op vijf jaar gebracht om te voldoen aan de bepalingen nrs. 1 1, 4 2 1 1, 4 2 1 2, 4 2 1 3, 4 2 1 9, 4 2 3, 4 2 5 1, 4 2 5 3, 4 2 5 5, 4 2 5 7, 71 en 72 van de bijlage 1 van dit besluit op voorwaarde dat een lijst van de werken uit te voeren om te voldoen aan de door deze artikelen verplichte bepalingen alsook een realistisch werkplan, gespreid over die periode van vijf jaar, naar de burgemeester bij een ter post aangetekende brief worden gericht binnen een termijn van achttien maanden.

**Art. 23.** Wanneer het attest wordt toegekend in overeenstemming met artikel 22, mag de burgemeester op gelijk welk ogenblik de bevoegde brandweerdienst gelasten na te gaan of geleidelijk aan wordt voldaan aan de specifieke veiligheidsnormen.

De burgemeester mag het attest intrekken indien het verslag van de brandweerdiensten tot het besluit leidt dat geleidelijk aan niet wordt voldaan aan de specifieke veiligheidsnormen overeenkomstig de bij artikel 22 vastgestelde vervaldagen. Hij stelt de aanvrager ervan op de hoogte en indien het een hotelinrichting betreft, de Commissaris voor Toerisme bij aangetekende brief.

#### HOOFDSTUK VII. — *Slotbepalingen*

**Art. 24.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 25.** De Minister tot wiens bevoegdheid het Toerisme behoort is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 24 december 1990.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap,

De Minister van Onderwijs, Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen,

J.-P. GRAFE

#### Bijlage 1

Besluit van de Executieve tot vaststelling van de modaliteiten en van de procedure voor het bekomen van het veiligheidsattest van de op 1 januari 1991 bestaande logiesverstrekkende inrichtingen en tot vaststelling van de veiligheidsnormen inzake brandbeveiliging, die specifiek zijn voor deze logiesverstrekkende inrichtingen

#### HOOFDSTUK 0. — *Algemene bepalingen*

##### 0. Algemeen

##### 0.1. Doel van deze bepalingen

Zij geven de opsomming van de maatregelen die kunnen genoemd worden in de bij artikel 0.3 bedoelde inrichtingen, ten einde :

- a) het ontstaan van brand te voorkomen,
- b) de veiligheid van de personen te verzekeren,
- c) de interventie van de brandweer te vergemakkelijken.

##### 0.2. Door de exploitant te nemen maatregelen

De exploitant neemt de geschikte maatregelen om :

- a) brand te voorkomen,
- b) elke branduitbarsting snel en doeltreffend te bestrijden,
- c) ingeval van branduitbarsting :  
waarschuwing en alarm te geven;  
de veiligheid van de personen te verzekeren en zo nodig voor hun snelle en gevaarlose evacuatie te zorgen;  
onmiddellijk de territoriaal bevoegde brandweerdienst te verwittigen.

### 0.3. Toepassingsgebied

Onverminderd de wettelijke en reglementaire teksten terzake, gelden deze maatregelen voor alle per 1 januari 1991 bestaande inrichtingen, die als logiesverstrekken inrichtingen beschouwd worden in de zin van het decreet van 9 november 1990 betreffende de voorwaarden voor het exploiteren van de logiesverstrekken inrichtingen en de hotelinrichtingen. Behoudens wat de constructieve elementen van het gebouw betreft (cf. art. 21), gelden deze maatregelen niet voor het gedeelte van het gebouw dat bewoond wordt door derden, door de eigenaar of door de exploitant, op voorwaarde dat dit gedeelte afgezonderd is van het eigenlijk gebouw zoals voorzien bij artikel 32.

0.4. Terminologie : zie normen NBN S 21—201 Brandbeveiliging in de gebouwen - terminologie

### 0.5. Indeling van de inrichtingen

De inrichtingen worden ingedeeld in 3 categorieën :

Kat. 1 - De lage gebouwen

Deze worden onderverdeeld in 2 subcategorieën,

Kat. 1a - gebouwen met 1 niveau, bewoond boven de grond, dat het normale evacuatie-niveau is

Kat. 1b - gebouwen met 2 of 3 niveaus, bewoond boven de grond, waaronder respectievelijk 1 of 2 boven het normale evacuatie-niveau

Kat. 2. De middelhoge gebouwen

Onder middelhoog wordt verstaan elk gebouw met drie of meer niveaus, boven het normaal evacuatie-niveau bewoond, en dat niet tot categorie 3 behoort.

Kat. 3. De hoge gebouwen

Onder hoog gebouw wordt verstaan, elk gebouw waarvan de afstand tussen het bodemniveau van de hoogste verdieping en het laagste niveau van de grond rond het gebouw meer dan 25 m bedraagt.

Deze bepalingen worden gegeven onderminderd het koninklijk besluit van 4 april 1972 houdende vaststelling van de algemene voorwaarden die in de norm NBN 713.010 zijn overgenomen betreffende de brandbeveiliging in de hoge gebouwen.

### 0.6. Voorschriften voor de bewoning

Er mogen geen individuele of collectieve kamers worden ingericht voor het nachtverblijf onder het laagste evacuatie-niveau.

### 0.7. Gedrag bij brand van de elementen en van het constructiemateriaal

0.7.1. Op het verzoek van de burgemeester of zijn afgevaardigde, is de exploitant verplicht het bewijs voor te leggen dat de voorschriften inzake gedrag bij brand van de elementen en het constructiemateriaal, opgenomen in deze reglementering, worden nageleefd.

Kan hij dit bewijs niet voorleggen, is hij verplicht een schriftelijke beschrijving van de samenstelling van de elementen en het constructiemateriaal met de medeondertekening van een architect te geven waarvoor het voormelde bewijs niet kan geleverd worden.

#### 0.7.2. Reactie bij brand - Testmethodes

Het constructiemateriaal wordt ingedeeld volgens de klassering die in de norm NBN S 21 - 203 wordt opgenomen.

#### 0.7.3. Weerstand tegen brand (Rf)

De weerstand tegen brand van de bouwelementen wordt beoordeeld op basis van een van de twee volgende criteria :

de test van een gelijkaardig element, overeenkomstig de norm NBN 713.020,  
de verificatie van de conformiteit van de beschrijving van het bij artikel 0.7.1. bepaald element met een type-element, waarvan de weerstand tegen brand gekend is.

Bij gebrek aan een conformiteitsbewijs, wordt besloten dat aan de vereiste inzake de Rf niet voldaan is.

#### 0.7.4. Boringen in de wanden Rf

De boringen en uithollingen in de wanden waarvoor een Rf vereist is, moeten afgesloten worden met elementen die een Rf-graad hebben die gelijk is met deze van de wand.

## HOOFDSTUK I. — *Inplanting en toegangswegen*

### 1.1. Inplanting

Het gebouw moet afgezonderd zijn van de aanpalende constructies door wanden die een Rf hebben van ten minste :

voor categorie 1 : Rf 1/2 h

voor de categorieën 2 en 3 : Rf 1 h

of in metselwerk of beton gebouwd zijn.

De bijgebouwen, luifels, uitspringende daken, delen in uitkraging of andere toevoegingen zijn enkel toegelaten indien daardoor noch de evacuatie en de veiligheid van de gebruikers noch de bewegingsvrijheid van de brandweer in het gedrang gebracht worden.

Indien verscheidene gebouwen van een geheel met elkaar verbonden zijn met overdekte en afgesloten doorgangen, zijn hun opnemingen voorzien van zelfsluitende deuren of van bij brand zelfsluitende deuren met een Rf van 1/2 h.

### 1.2. Toegangswegen

De inrichtingen zijn voortdurend bereikbaar door de voertuigen van de brandweerdiensten. Er wordt voor gezorgd dat in de nabijheid van de inrichtingen het stationeren, het in werking stellen en het manoeuvreren van het materiaal voor de brandbestrijding en van het reddingsmateriaal gemakkelijk kunnen worden uitgevoerd.

De toelichtingen over de bereikbaarheid worden aan het oordeel van de brandweerdienst overgelaten die territoriaal bevoegd is.

## HOOFDSTUK II. — *Voorschriften voor sommige bouwelementen*

### 2.1. Structurele elementen

2.1.1. De elementen van de draagstructuur van het gebouw hebben een Rf van ten minste :

voor categorie 1 : Rf 1/2 h

voor de categorieën 2 en 3 : Rf 1 h

of zijn in metselwerk of beton gebouwd.



2.1.2. Indien niet voldaan wordt aan de voorschriften van artikel 2.1.1., moet de inrichting in haar geheel en alle evacuatiewegen van heel het gebouw uitgerust zijn met een algemene en automatische installatie voor brandmelding door middel van een punctuele detector die overeenkomstig artikel 7.4.4. ontworpen is. In elk geval moet de weerstand tegen brand van de structurele elementen van de inrichtingen van de categorieën 2 en 3 ten minste gelijk zijn aan 1/2 h.

2.1.3. Deze voorschriften gelden niet voor de structurelelementen die het dakwerk ondersteunen.

## 2.2. Valse plafonds

In de inrichtingen van categorie 3 hebben de valse plafonds van de evacuatiewegen een brandstabiliteit van 1/2 u. Indien aan dit voorschrift niet voldaan wordt, moet de inrichting uitgerust zijn met een algemene en automatische installatie voor brandmelding door middel van een punctuele detector die overeenkomstig artikel 7.4.4. ontworpen is.

2.3. Onverminderd de bepalingen van artikel 2.1., moeten de verticale binnenwanden, die de appartementen en de kamers begrenzen, ten minste een Rf 1/2 h hebben of gebouwd zijn in metselwerk of beton.

Dit voorschrift geldt niet voor deuren.

Indien niet aan dit voorschrift voldaan wordt, moet de inrichting uitgerust zijn met een algemene en automatische installatie voor brandmelding door middel van een punctuele detector die overeenkomstig artikel 7.4.4. ontworpen is.

## HOOFDSTUK III. — *Compartimentering*

3.1. Iedere bouwlaag die geen normaal evacuatiëniveau is vormt een of meer compartimenten. De oppervlakte van een compartiment is kleiner dan 1.250 m<sup>2</sup>. De lengte van een compartiment is de afstand tussen de twee punten van het compartiment die het verst van elkaar verwijderd zijn. Die afstand bedraagt niet meer dan 75 m.

De volgende afwijkingen zijn toegelaten :

- de bovenvermelde voorschriften gelden niet voor de parkeerruimten met verdiepingen;
- een compartiment kan gevormd worden door twee opeenvolgende verdiepingen met binnentrapverbinding — duplex — indien de gecumuleerde oppervlakte van deze twee verdiepingen niet groter is dan 700 m<sup>2</sup>;
- de benedenverdieping en de eerste verdieping (of tussenverdieping) kunnen eveneens een compartiment vormen op voorwaarde dat het totaal volume niet groter is dan 10.000 m<sup>3</sup>.

## 3.2. Konstruktie van de compartimenten

De wanden tussen de compartimenten hebben ten minste :

- voor categorie 1 : Rf 1/2 u
- voor de categorieën 2 en 3 : Rf 1 u

of zijn in metselwerk of beton gebouwd.

De verbinding tussen twee compartimenten is slechts toegestaan door zelfsluitende of bij brand zelfsluitende deuren met een Rf 1/2 u.

Indien aan bovenvermelde voorschriften niet voldaan is, wordt de inrichting uitgerust met een algemene en automatische installatie voor brandmelding d.m. een punctuele detector die overeenkomstig artikel 7.4.4. is ontworpen.

## 3.3. Overdekte parkeerruimten

Onverminderd de voorschriften van het Algemeen Reglement voor de Arbeidsbescherming (ARAB), moeten de wanden tussen de parkeerruimten en de rest van het gebouw voldoen aan de volgende voorschriften :

- Voor categorie 1 : Rf 1/2 u
- voor de categorieën 2 en 3 : Rf 1 u
- of in metselwerk of beton zijn gebouwd.

De verbinding tussen de parkeerplaats en de rest van het gebouw is slechts toegestaan door zelfsluitende deuren Rf 1/2 u.

## HOOFDSTUK IV. — *Evacuatie*

### 4.1. Algemeen

De evacuatiewegen worden oordeelkundig verdeeld over het gebouw en moeten een snelle en gemakkelijke ontruiming van de aanwezigen toelaten. Elk compartiment heeft tenminste twee vluchtmogelijkheden in geval van brand.

De eerste vluchtmogelijkheid bestaat uit een trap.

Aanvaardbare oplossingen voor de tweede vluchtmogelijkheid zijn :

Voor de gebouwen van categorie 1 :

- een andere trap;
- buitenladders, ontworpen overeenkomstig artikel 126;

een opendraaiend venster per kamer indien de kamervloer zich ongeveer op de hoogte van de begane grond in de onmiddellijke nabijheid bevindt. Bovendien is de versterkerbank maximum 1,5 m hoog vergeleken met deze vloer.

Voor de gebouwen van de categorieën 2 en 3 :

- een andere trap.

De af te leggen wet tot de dichtst bijgelegen trap mag niet groter zijn dan 35 m. De af te leggen afstand tot de tweede evacuatiemogelijkheid mag niet langer zijn dan 60 m.

De lengte van de doodlopende evacuatiewegen bedraagt niet meer dan 15 m.

De deuren in de evacuatiewegen draaien open in de richting van de uitgang. Dit voorschrift geldt, voor zover mogelijk voor de deuren die naar buiten leiden.

### 4.2. Evacuatiewegen

#### 4.2.1. Plaats, verdeling en breedte

4.2.1.1. De plaats, de verdeling en de breedte van de trappen, uitgangswegen, uitgangen, deuren en wegen die ernaartoe leiden moeten een snelle en gemakkelijke ontruiming van de mensen toelaten, ofwel door hen de mogelijkheid te bieden in alle veiligheid op straat te komen ofwel door hen op een vrije ruimte buitenhuis te laten uitkomen waarop iedereen in alle veiligheid plaats kan vinden.

4.2.1.2. Op de niveaus van de kamers en op deze van de andere lokalen, waartoe de gasten toegang hebben en die op de verdiepingen of in de kelderverdieping gelegen zijn :

\* moet er in elk geval : ten minste een trap bestaan, die toegang geeft tot die plaatsen, zelfs indien er een ander toegangsmiddel bestaat;

moeten er, wat de inrichtingen van de categorieën 2 en 3 betreft : tenminste twee trappen bestaan, die toegang geven tot die lokalen.

\* 4.2.1.3. De breedte van de trappen, uitgangswegen, uitgangen en wegen die ernaartoe leiden moet gelijk zijn aan of groter zijn dan 0,80 m. De breedte van de trappen kan verminderd worden tot 0,70 m voor de bestaande gebouwen of voor deze die men aan 't bouwen is op 1 juni 1972.

4.2.1.4. De uitgangswegen, uitgangen, deuren en wegen die ernaartoe leiden moeten een totale breedte hebben die ten minste gelijk is, in centimeters, aan het aantal personen die ze moeten gebruiken om de uitgang van het gebouw te bereiken.

De trappen moeten een totale breedte hebben die tenminste gelijk is, in centimeters, aan dit aantal vermenigvuldigd met 1,25 indien ze afdalen naar de uitgang, en vermenigvuldigd met 2 indien ze er naar opstijgen.

Het berekenen van deze breedten moet gesteund zijn op de onderstelling dat bij de evacuatie van het gebouw, alle personen van een verdieping samen de naburige verdieping verwoegen en dat deze al ontruimd is wanneer zij er aankomen.

Onder deze personen worden niet alleen het personeel van de inrichting verstaan, maar ook de bezoekers, de gasten en de andere personen die deze trappen, uitgangswegen, uitgangen en wegen die ernaartoe leiden moeten gebruiken.

Wanneer het aantal van deze personen niet met voldoende benadering kan vastgesteld worden, stelt de uitbater dit aantal onder zijn eigen verantwoordelijkheid vast.

\* 4.2.1.5. De trappen zijn ten minste voorzien van een leuning langs de kant waar er gevaar bestaat van te vallen.

\* 4.2.1.6. De lokalen waar doorgaans ten minste honderd personen hun verblijf hebben en de niveaus waarop zich doorgaans ten minste honderd personen bevinden moeten ten minste twee afgescheiden uitgangen hebben.

\* 4.2.1.7. De niveaus waarop zich doorgaans ten minste 100 personen bevinden moeten met de benedenverdieping in verbinding staan langs ten minste twee afgescheiden trappen.

\* 4.2.1.8. Het is verboden allerlei voorwerpen in de trappehuizen, uitgangswegen, nooduitgangen en wegen die ernaartoe leiden achter te laten, die de doorgang zouden versperren of de nuttige breedte ervan versmallen.

4.2.1.9. De kamers en andere lokalen toegankelijk voor de gasten geven rechtstreeks uitgang op een evacuatiweg. De verbinding tussen en naar de trappehuizen geschiedt langs evacuatiwegen of doorloopgangen.

#### 4.2.2. Deuren

4.2.2.1. De deuren in de uitgangswegen die twee uitgangen verbinden moeten in beide richtingen opendraaien.

4.2.2.2. De draaideuren en de draaibomen, zelfs in de binnen gelegen uitgangswegen geplaatst, zijn slechts toegelaten als aanvulling van de nodige deuren en doorgangen, in toepassing van de in artikel 421 vermelde schikkingen.

4.2.2.3. Elke zelfsluitende deur die niet gemakkelijk met de hand kan geopend worden moet uitgerust zijn met een toestel dat automatisch de deur opent bij het uitvallen van de energiebron die de deur aandrijft en dat de deuropening over heel haar breedte openstelt. Het gebruik van automatische schuifdeuren is slechts toegelaten voor de uitgangen langs waar men rechtstreeks naar buiten kan. Deze-schikkingen gelden noch voor de branddeuren noch voor de liftdeuren.

4.2.2.4. De panelen van de glazen deuren moeten een merkteken dragen zodat hun aanwezigheid opvalt.

4.2.2.5. De hellende vlakken met een hellingshoek van meer dan tien percent en de mechanische trappen (roltrappen) worden niet in aanmerking genomen bij de berekening van het aantal en de breedte van de nodige trappen, in toepassing van de in artikel 4.2.1.4. vermelde schikkingen.

4.2.2.6. Elke mechanische trap moet onmiddellijk kunnen stilgelegd worden door twee bedieningen, de ene bovenaan de andere onderaan de trap geplaatst.

#### 4.2.3. Wanden van de evacuatiwegen

De binnenwanden van de evacuatiwegen hebben ten minste :

voor categorie 1 :  $R_f 1/2 u$

voor de categorieën 2 en 3 :  $R_f 1 u$

of zijn in metselwerk of beton gebouwd.

#### 4.2.4. Opvatting van nieuw te bouwen trappen

##### \* 4.2.4.1. Algemeen

\* Onverminderd de bepalingen van artikel 421 zijn de trappen langs beide zijden voorzien van een stevig vastgehechte leuning die zo mogelijk doorloopt op de bordessen. Hun nuttige breedte is ten minste 0,80 m. Voor de trappen met een nuttige breedte kleiner dan 1,20 m is één leuning voldoende.

De treden hebben een diepte van ten minste 20 cm op de looplijn. Zij zijn voorzien van massieve stootboorden. De trappen van de inrichtingen van categorie 3, behoudens de binnentrapverbinding van de duplexen, voldoen bovendien aan de volgende vereisten :

de traparmen zijn recht, bevinden zich de ene boven de andere en bedragen ten hoogste 17 treden;

de diepte van de treden is overal gelijk aan ten minste 25 cm;

de treden mogen niet hoger zijn dan 18 cm;

geen enkele trede mag met meer dan 5 cm over de stootboorden uitstrekken;

de hellingshoek mag niet groter zijn dan 37°.

##### 4.2.4.2. Buitentrappen

De treden van buitentrappen worden anti-slip uitgevoerd. De volgende afwijkingen van artikel 4.2.4.1. zijn toegelaten :

de stootboorden zijn niet verplicht;

de helling mag niet groter zijn dan 45°.

#### 4.2.5. Binnentrappehuizen

4.2.5.1. Elk binnentrappehuis van een inrichting, dat verscheidene compartimenten verbindt moet met wanden afgescheiden zijn.

De binnenwanden van de trappehuizen hebben een Rf van ten minste 1 u of zijn gebouwd in metselwerk of beton.

De toegangsdeuren hebben een Rf 1/2 u en zijn voorzien van een zelfsluitend toestel.

Op de benedenverdieping mogen de ontvangstruimte en de lokalen die er rechtstreeks bijbehoren in het compartiment van het trappehuis ingelijfd worden; dit impliceert dat er doorlopend voorzorgsmaatregelen tegen brand worden genomen.

4.2.5.2. Mogen zonder wanden blijven, de binnentrappen van de volgende gebouwen : gebouwen met slechts één bouwlaag boven het normaal evacuatie-niveau en waarvan het aantal gasten beperkt is tot 20;

gebouw met slechts twee bouwlagen boven het normaal evacuatie-niveau en waarvan het aantal gasten beperkt is tot 20. In dit geval moeten alle kamers evenwel rechtstreeks bereikbaar zijn voor het reddingsmateriaal van de brandweerdienst die territoriaal bevoegd is.

4.2.5.3. Voor de gebouwen van de categorieën 1 en 2 en voor zover er slechts 10 kamers per niveau zijn met hoogstens 20 personen, kunnen de muren en de toegangsdeuren tot die kamers de afscheiding met het trappehuis vormen. In dit geval is het toegelaten dat de Rf deuren van de kamers niet voorzien zijn van een zelfsluitend toestel.

4.2.5.4. De trappehuizen geven toegang tot een evacuatie-niveau.

4.2.5.5. De trappehuizen die toegang geven tot de verdiepingen en de kelderverdieping mogen niet in de rechtstreekse verlenging liggen van de trappehuizen die toegang geven tot de niveaus gelegen boven een evacuatie-niveau.

Onverminderd de bepalingen voorzien inzake compartimentering, mogen de trappehuizen de ene boven de andere gelegen zijn op voorwaarde dat zij door wanden en/of deuren worden afgescheiden.

4.2.5.6. Met uitsluiting van de draagbare blustoestellen, het materiaal ter bestrijding van de brand en het receptiemeubilair dat zich op het evacuatie-niveau bevindt, mag geen enkel voorwerp dat kan verplaatst worden zich in een trappehuis bevinden.

4.2.5.7. Een ventilatieopening die uitmondt in open lucht is voorzien bovenaan elk trappehuis. Deze opening met een doorsnede van 1 m<sup>2</sup> kan horizontaal, vertikaal of hellend zijn.

Het openen gebeurt door middel van een manueel te bedienen systeem, dat goed zichtbaar geplaatst wordt op het evacuatie-niveau en dat uitsluitend voorbehouden is aan de territoriaal bevoegde brandweerdienst.

4.2.6. Buitenladders

De buitenladders zijn stevig bevestigd. Zij zijn al dan niet opklapbaar.

Zij komen uit op vrije ruimten waar de gebruikers zich in veiligheid kunnen stellen. De eventuele toegangsplatformen zijn voorzien van balustrades van ten minste 1 m hoogte. Bestaat er geen doorloop aan de buitenkant dan kan een buitenladder slechts bruikbaar zijn voor de evacuatie van 2 kamers per verdieping of van 4 kamers indien die buitenladder slechts een verdieping bedient. De afstand tussen de sporten, op de aslijn gemeten bedraagt 250 mm tot 300 mm. De bovenste sport bevindt zich ten minste 1,5 m boven het hoogste niveau van waar de ladder kan bereikt worden.

4.2.7. Signalisatie

4.2.7.1. Aan iedere bouwlaag wordt een volgnummer gegeven, met inachtneming van volgende regels :

de nummers vormen een ononderbroken reeks;

het normale evacuatie-niveau draagt het nummer 0;

de bouwlagen gelegen onder het normale evacuatie-niveau dragen een negatief nummer;

de bouwlagen gelegen boven het normale evacuatie-niveau dragen een positief nummer.

4.2.7.2. Het volgnummer van elke bouwlaag wordt aangeduid :

leesbaar op de binnen- en buitenwand van de bordessen, van de trappen of trappehuizen;

in de liftkooi; of moet duidelijk leesbaar zijn vanuit de liftkooi telkens wanneer deze stilstaat.

4.2.7.3. De plaats van elke uitgang en van elke nooduitgang evenals de richting van de wegen, uitgangswegen en trappen die naar deze uitgangen leiden worden aangeduid door de reddingstekens bepaald bij artikel 54 *quinquies* en zijn bijlagen van het Algemeen Reglement voor de Arbeidsbescherming (ARAB).

4.2.7.4. De volgnummers van de bouwlagen worden aangeduid in de liftkooien op of naast de bedienings-toetsen. Bovendien worden de uitgangen of de nooduitgangen aangeduid naast het nummer van de bouwlaag waarop zij zich bevinden door middel van de respectievelijke reddingstekens omschreven in artikel 54 *quinquies* en zijn bijlagen van het Algemeen Reglement voor de Arbeidsbescherming.

4.2.7.5. Langs de evacuatiewegen mogen geen spiegels worden aangebracht op plaatsen waar de gasten zich daardoor zouden kunnen vergissen in de richting naar de trappen en de uitgangen.

#### HOOFDSTUK V. — Eisen inzake reactie bij brand

5. Bij de vernieuwing van de bestaande bekledingen, moeten de in de volgende tabel opgenomen eisen toegepast worden. De rangschikking van het konstruktiemateriaal is conform de testmethodes die in de norm NBN — S 21 — 203 zijn opgenomen.

	Vloerbekleding	Vertikale wandbekledingen	Plafond en valse plafond-bekledingen
Technische lokalen en ruimten Parkeerplaatsen Collectieve keukens Machinelokalen en schachten — van liften en goederenliften — hydraulische liften	A0	A0	A0
Binnenliftkooien (met inbegrip van de bordessen) Evacuatiewegen Bordessen en lift-goederenliftkooien	A2	A1	A1

	Vloerbekleding	Vertikale wandbekledingen	Plafond en valse plafondbekledingen
Conferentiezalen, restaurants, cafés, bars	A3	A2	A1
Andere hierboven niet vermelde lokalen :			
— in inrichtingen van kat. 2;	—	—	A2
— in inrichtingen van kat. 3.	A3	A3	A2

#### HOOFDSTUK VI. — Verwarming van lokalen en leidingen voor brandstoftoevoer — keukens en restaurants

##### \*6.1. Stookplaatsen

De stookketel wordt in een lokaal gezet, de stookplaats genoemd. Het is verboden brandbare materialen in de stookplaats op te slaan.

De muren, wanden, vloeren en zolderingen van de stookplaatsen hebben ten minste een Rf 1 u. Als er gebruik gemaakt wordt van vloeibare of gasvormige brandstoffen, moet elke verbinding tussen de stookplaats en het gebouw, en tussen de stookplaats en de brandstofopslagplaats, afgesloten zijn door een deur met Rf 1/2 u.

De deuren sluiten automatisch. Zij zijn voorzien van geen enkel toestel dat het mogelijk maakt ze in geopende stand vast te zetten. Het is in alle omstandigheden verboden ze in open stand te houden.

De stookplaatsen moeten behoorlijk verlucht zijn.

\*6.2. Verwarmingstoestellen moeten zodanig opgevat en opgesteld zijn dat ze voldoende veiligheidswaarborgen bieden rekening houdend met de plaatselijke omstandigheden.

\*6.2.2. De verwarmingstoestellen van het verbrandingstype moeten gebruiksklaar worden gehouden, verbonden zijn met een goed trekkende schoorsteen en zo zijn gemaakt dat een volledige en regelmatige afvoer van de verbrandingsgassen verzekerd is, zelfs in geval van maximale sluiting van de regelingsystemen.

\*6.2.3. De schoorstenen en de rookgangen van de verwarmingstoestellen moeten gebouwd zijn uit onbrandbare materialen en behoorlijk onderhouden worden.

\*6.2.4. De warmtegeneratoren, de schoorstenen en de rookgangen moeten op een voldoende afstand van brandbare stoffen en materialen opgesteld zijn of er zodanig van afgezonderd zijn dat brandgevaar voorkomt wordt.

\*6.2.5. De warmtegeneratoren met automatische aansteekmachine die vloeibare of gasvormige brandstof gebruiken moeten zodanig uitgerust zijn dat de brandstoftoevoer automatisch afgesneden wordt in de volgende gevallen :

bij het al dan niet automatisch stilvallen van de brander;  
van zodra de vlam toevallig uitdooft;  
van zodra er oververhitting of overdruk in de uitwisselaar voorkomt;  
in geval van onderbreking van de elektrische stroom, van de warmtegeneratoren die vloeibare brandstoffen gebruiken.

\*6.2.6. De verwarmingsinstallaties met warme lucht moeten aan de volgende voorwaarden voldoen :

6.2.6.1. De temperatuur van de lucht mag op de verdelingspunten de 80° C niet overschrijden.

6.2.6.2. De aanvoerkanalen van warme lucht moeten volledig uit onbrandbare materialen vervaardigd zijn.

6.2.6.3. Wanneer de generator van warme lucht zich in een stookplaats bevindt :

a) is de aanzuiging van de te verwarmen lucht niet toegelaten in deze stookplaats of haar bijgebouwen;  
b) moeten de roosters van de luchtaanzuigbuis en van de wederaanzuigbuis voorzien zijn van efficiënte stoffilters die geen brandbare dampen laten doorkomen.

6.2.6.4. Indien de lucht rechtstreeks in de generator wordt opgewarmd, moet de druk van de warme lucht in deze generator steeds hoger zijn dan deze van de gassen die in de haard circuleren.

\*6.2.7. In de lokalen die met warme lucht door een generator met directe uitwisseling verwarmd zijn, moet een toestel automatisch de ventilator en de generator stilleggen in geval van abnormale stijging van de temperatuur van de warme lucht. Wanneer de generator van warme lucht zich in een stookplaats bevindt moet er naast dit toestel ook een handbediening voorzien zijn die buiten deze stookplaats is geïnstalleerd. Deze laatste schikking geldt niet voor de elektrisch verwarmde generatoren met rechtstreekse uitwisseling.

\*6.2.8. In de kamers zijn de elektrische verwarmingstoestellen toegelaten, behalve diegene die een zichtbare elektrische weerstand bevatten; individuele verwarmingstoestellen van het verbrandingstype zijn verboden.

Wanneer elektrische verwarmingstoestellen van het accumulatietype met ontlading door geforceerde convectie (ook genoemd elektrische radiatoren van het dynamisch accumulatietype) gebruikt worden, mag de temperatuur van de lucht op de verdelingspunten het peil van 80° C overschrijden dat in artikel 6261 is bepaald, mits naleving van de volgende vereisten :

6.2.8.1. Elk toestel is zodanig ontworpen en gemaakt dat de temperatuur van de lucht over het vlak van zijn evacuatierooster de 120° C niet overschrijdt. Bovendien is de temperatuur van de lucht, gemeten op een afstand van 0,30 m in de richting van de warme luchtstroom niet hoger dan 80° C.

6.2.8.2. De fabrikant van een dergelijk toestel bezorgt aan de gebruiker van het toestel een bedieningsvoorschrift en instructies voor het gebruik die rekening houden met de noodzaak een zone rond het toestel vrij te houden.

Deze zone moet zich ten minste tot 0,20 m uitstrekken van elk punt van de ruimte waar de temperatuur van 80° C kan bereikt worden tijdens de werking van het toestel.

6.2.8.3. De installatie van het toestel wordt uitgevoerd volgens de door de fabrikant verstrekte instructies.

**6.3. Gastvoerleidingen**

Wanneer het gebouw waarin de logiesverstrekende inrichting gelegen is een algemene gastvoerinstallatie bezit, dan moeten deze beantwoorden aan de norm NBN D 61-003 wat de vloeibaar gemaakte petroleumgassen betreft.

**6.4. Keukens en restaurants**

De keukens, restaurants, de combinaties keukens-restaurants en andere lokalen bestemd voor het bereiden van de maaltijden met uitsluiting van de ontbijten, zijn begrensd door wanden met een Rf van ten minste :

voor categorie 1 : Rf 1/2 U

voor de categorieën 2 en 3 : Rf 1 u

of zijn in metselwerk of beton gebouwd.

De deuren heben een RF van 1/2 u en zijn zelfsluitend.

De deuren mogen in geopende stand gehouden worden indien ze voorzien zijn van een zelfsluitend toestel, in werking gesteld door de algemene en automatische brandmeldinstallatie waarvan sprake in artikel 744.

**HOOFDSTUK VII. — Uitrusting van de inrichting****\*7.1. Liften en goederenliften**

Het geheel van de liften en de goederenliften, bestaande uit één of meer schachten, is begrensd door wanden met een Rf van ten minste :

voor categorie 1 : Rf 1/2 U

voor de categorieën 2 en 3 : Rf 1 u

of zijn in metselwerk of beton gebouwd.

Dit voorschrift geldt niet voor de voorzijden van de liftbordes en voor de wanden die deel uitmaken van de gevel. De liftbordesvoorzijde, de deuren inbegrepen, voldoet gedurende 1/2 uur aan de criteria van stabiliteit en vlamdichtheid van de norm NBN 713.020.

**7.2. Liften met prioritaire oproep**

7.2.1. Elke inrichting van categorie 3 wordt bediend door een lift met prioritaire oproep. Deze lift geeft uit op een evacuatie niveau dat gemakkelijk toegankelijk is voor de brandweerdiensten. Bedienen verscheidene liftengroepen eenzelfde compartiment, dan bezit elke liftengroep een prioritaire lift.

Aan deze vereiste is voldaan :

indien een lift het evacuatie niveau en alle bovenliggende verdiepingen bedient;

indien verscheidene liften elk het evacuatie niveau en een gedeelte van de bovenliggende verdiepingen bedienen op voorwaarde dat het geheel van de liften met prioritaire oproep de toegang tot alle compartimenten van het gebouw mogelijk maakt.

7.2.2. Op het liftbordes van het evacuatie niveau is een brandweerschakelaar aangebracht waarmee de voorkeursoproep van de liften kan gegeven worden. Deze schakelaar moet in een kistje zijn aangebracht dat voorzien is van een ruitje met het opschrift « Brandweer ». Daarmee kan de liftkooi prioritaair worden opgeroepen op het evacuatie niveau na stilstand zonder buitenoproepen te beantwoorden. Buiten de omstandigheden die hun specifieke gebruik noodzakelijk maken, worden de liften met prioritaire oproep normaal gebruikt.

**7.3. Elektrische installatie voor drijfkracht, verlichting en signalisatie.**

7.3.1. Alle evacuatiewegen, de reddingsladders inbegrepen, zijn voldoende verlicht. Alleen elektrische verlichting is toegelaten.

**7.3.2. Autonome stroombronnen**

Het vermogen van de autonome stroombron(nen) is voldoende om de volgende installaties gelijktijdig te voeden :

- a) de installaties voor melding, waarschuwing en alarm;
- b) de machines van de liften met prioritaire oproep;
- c) de installaties voor rookafvoer (ventilatieopeningen van artikel 425);
- d) de brandspuiten.

Zodra de normale voeding van het elektriciteitsnet uitvalt, verzekert (verzekeren) de autonome stroombron(nen) automatisch en binnen de dertig seconden de werking van bovenvermelde installaties gedurende één uur.

**7.3.3. Veiligheidsverlichting**

De grote gemeenschappelijke lokalen (refters, restaurantzalen, keukens, vergaderzalen, ontspanningszaken) de evacuatiewegen en -mogelijkheden, de trappen, de liftkooien, de stookplaatsen en de lokalen waarin de autonome stroombronnen zijn ondergebracht, zijn voorzien van een veiligheidsverlichting.

Deze veiligheidsverlichting is conform de NBN 071-100 (installatievoorschriften en instructies voor het toezicht en het onderhoud) en het machinepark is conform de NBN C 71-598-222 (autonome blokken van veiligheidsverlichting) en de NBN L13-005 (fotometrische en colorimetrische voorschriften).

**7.4. Melding, waarschuwing, alarm en brandbestrijdingsmiddelen**

\*7.4.1. Bepalingen van de toestellen voor melding, waarschuwing, alarm en brandbestrijding.

7.4.1.1. Alle inrichtingen zijn uitgerust met installaties voor melding, waarschuwing, alarm en brandbestrijding. De territoriaal bevoegde brandweerdienst wordt door de uitbater geraadpleegd voor het bepalen van deze uitrusting.

7.4.1.2. Het aantal en het type toestellen worden bepaald door het brandrisico. De toestellen worden in voldoende aantal oordeelkundig gepreid, zodat zij elk punt van de instelling kunnen bedienen.

7.4.1.3. De handbediende toestellen moeten gemakkelijk bereikbaar, oordeelkundig geplaatst en degelijk aangeduid zijn. Ze zijn zodanig geplaatst dat zij de circulatie niet hinderen en niet beschadigd of omvergestoten kunnen worden. De eventueel buiten geplaatste toestellen worden tegen alle weersomstandigheden beschermd.

**7.4.2. Brandmelding**

Elk toestel dat de verbinding tot stand kan brengen mits menselijke interventie is voorzien van een bericht over zijn bestemming en gebruiksaanwijzing.

Gaat het om een telefoontoestel, dan vermeldt dit bericht het te vormen oproepnummer om de territoriaal bevoegde brandweerdienst te verwittigen, behalve wanneer de verbinding rechtstreeks of automatisch geschiedt. In dit laatste geval en onafgezien van wat voorafgaat, moet de melding van ontdekking of detekting van brand terstond aan de brandweerdiensten bevestigd kunnen worden door middel van een telefoontoestel.

#### \*7.4.3. Waarschuwing en alarm

De waarschuwings- en alarmeisen of berichten kunnen door alle betrokken personen opgevangen worden en mogen niet met elkaar noch met andere seinen kunnen worden verward. Hun elektrische circuits zijn apart.

In de inrichtingen van categorie 3 veroorzaakt de inwerkingtreding van het alarm de achtereenvolgende terugkeer van de liftkooien van de niet-prioritaire liften naar het evacuatie-niveau en het stopzetten op dat niveau.

#### 7.4.4. Algemene automatische installaties voor brandmelding d.m.v. een punctueel detector

Wanneer het onderhavig reglement de automatische installatie van brandmelding d.m.v. een punctuele detector eist, wordt de installatie uitgevoerd en gekeurd overeenkomstig de norm NBN 8 21 100. Het materiaal moet de goedkeuring hebben gekregen waarbij zijn conformiteit met deze norm bevestigd wordt.

#### 7.4.5. Brandbestrijdingsmiddelen

##### 7.4.5.1. Algemeen

De blusmiddelen bestaan uit al dan niet automatische toestellen of installaties.

De snelblussers en de muurhaspels dienen voor de eerste interventie, dit wil tegen dat zij hoofdzakelijk bestemd zijn om gebruikt te worden door het personeel en de bewoners.

7.4.5.2. De snelblussers en de muurhaspels voldoen aan de Belgische normen. Het « Benor » merk waarborgt deze overeenstemming.

##### 7.4.5.3. Muurhaspels met axiale voeding en muurhydranten.

7.4.5.3.1. Wanneer muurhaspels met axiale voeding worden gekozen als middel voor brandbestrijding en eerste interventie, beantwoorden zij aan volgende voorschriften :

zij worden in voldoende aantal aangebracht en op de plaatsen die zodanig worden bepaald dat alle punten van de te beschermen oppervlakte bereikt worden door de straal van een brandspuit;

zij komen overeen met de NBN S 21—023.

7.4.5.3.2. Wanneer de muurhaspels met axiale voeding, aangevuld door muurhydranten, weerhouden worden als middelen voor brandbestrijding en eerste interventie, voldoen zij aan volgende voorschriften :

ze worden gegroepeerd en hebben een gemeenschappelijke watertoevoer;

ze worden in voldoende aantal aangebracht en op de plaatsen die zodanig worden bepaald dat alle punten van de te beschermen oppervlakte bereikt worden door de straal van een brandspuit;

ze komen overeen met de NBN S 21—023 (haspels) en met de NBN 5—71 (hydrant).

7.4.5.3.3. In de inrichtingen van categorie 3 is er ten minste een muurhydrant per niveau voorzien, conform de norm NBN 571. De doorsnede van de stijgende toevoerkolom is ten minste 70 mm breed, de overblijvende druk in de meest benadeelde hydrant is gelijk aan ten minste 2,5 bar bij een debiet van 500 l/min zonder darm noch spuit.

7.4.5.3.4. Er is druk op het water die de toestellen bevoorraadt zonder daartoe voorafgaande manoeuvres uit te voeren.

De toevoercanaliserings binnen het gebouw zijn van roestvrij staal, gegalvaniseerd staal of koper vervaardigd. Ze worden zorgzaam afgeschermd tegen de vorst.

##### 7.4.5.4. Bluswaterbevoorrading

De bluswaterbevoorrading moet voldoende zijn. De bevoorrading kan verzekerd worden met stromend of stilstaand water of met het openbaar waterleidingsnet. In dit laatste geval zijn het aantal en de localisatie van de brandkranen en de hydranten zo bepaald dat de dichtst bij gelegen kraan of hydrant op minder dan 100 m gelegen is van de ingang van het gebouw.

Een signalisatie conform de omzendbrief van het Ministerie van Binnenlandse Zaken van 14 oktober 1975 betreffende de watervoorraden voor het blussen van branden is voorzien.

In geval de bevoorrading met stromend of stilstaand water verzekerd wordt is de capaciteit van de watervoorraad ten minste gelijk aan 400 m<sup>3</sup> voor de inrichtingen van de categorieën 1 en 2 en 120 m<sup>3</sup> voor deze van categorie 3.

### HOOFDSTUK VIII. — *Onderhoud en controle*

#### 8.1. Algemeen

8.1.1. De technische uitrusting van de inrichting wordt in goede staat gehouden. De uitbater laat op zijn verantwoordelijkheid periodiek deze uitrusting door bevoegde personen controleren.

8.1.2. De uitbater zorgt ervoor dat de keuringen, onderzoeken en controles, inzonderheid deze waarvan sprake in artikel 82, uitgevoerd worden en dat er proces-verbaal wordt opgemaakt over de bij de artikelen 8.2.1. et 8.2.9. voorgeschreven controles. De data van de controles en van de vaststellingen die tijdens deze controles werden gedaan, evenals de instructies voor het personeel worden in een dossier geïnclassificeerd dat ter beschikking wordt gehouden van de burgemeester of zijn afgevaardigde.

#### 8.2. Periodieke controles

De hierna volgende schikkingen worden ter aanvulling van de bepalingen van artikel 28 van het Algemeen Reglement voor de Arbeidsbescherming uitgebreid tot alle bij dit besluit bedoelde inrichtingen, of er daar personeel tewerkgesteld is of niet.

##### \*8.2.1. Liften en goederenliften

De liften en goederenliften worden onderzocht zoals voorgeschreven in titel III, hoofdstuk I, afdeling II van het Algemeen Reglement voor de Arbeidsbescherming (ARAB).

Door deze controles wordt ook de naleving van artikel 72 van deze voorschriften beoogd.

##### \* 8.2.2. Elektrische installaties voor drijfkracht, verlichting, signalisatie en veiligheidsverlichting

De elektrische installaties voor drijfkracht, verlichting en signalisatie beantwoorden al naar gelang het geval aan de voorschriften van afdeling I, hoofdstuk I van titel III van het Algemeen Reglement voor de Arbeidsbescherming (ARAB), of aan de voorschriften van het Algemeen Reglement van de Elektrische Installaties (MREI) of aan de voorschriften van het Technisch Reglement (TR) zoals aangenomen door het Belgisch Electronisch Comité (BEC).

Onverminderd de bepalingen van deze reglementen, worden bovenbedoelde elektrische installaties gecontroleerd :

bij de inbedrijfstelling en iedere keer dat er belangrijke wijzigingen aangebracht worden;

jaarlijks, voor de hoospanningsinstallaties en desgevallend de gemiddelde spanningsinstallaties volgens artikel 262 van het Algemeen Reglement voor de Arbeidsbescherming.

De bovenvermelde controles hebben als doel de conformiteit van de elektrische installaties voor drijfkracht, verlichting en signalisatie te controleren met de voorschriften van dit reglement.

De uitbater moet periodisch de werking van de veiligheidsverlichting controleren, en ten minste alle zes maanden.

#### 8.2.3. Installaties voor verwarming en klimaatregeling

Onverminderd de bepalingen van het koninklijk besluit van 6 januari 1978 tot voorkoming van luchtverontreiniging bij het verwarmen van gebouwen met vaste en vloeibare brandstoffen, worden eens per jaar de installaties voor centrale verwarming en centrale klimaatregeling nagezien door een bevoegd technicus erkend door het Ministerie van Volksgezondheid, met uitsluiting van de installaties voor verse luchtproductie alleen.

\* De afvoerkanalen voor rook- en verbrandingsgassen worden steeds in goede staat gehouden.

#### \*8.2.4. Installaties gevoegd met brandbaar gas

Onverminderd de bepalingen van het koninklijk besluit van 21 oktober 1968 betreffende de opslagplaatsen voor vloeibaar gemaakt handelspropan, handelsbutaan of mengsels daarvan in vaste ongekoelde houders, wordt elke nieuwe of gedeeltelijk vernieuwde of herstelde installatie onderzocht vóór de in bedrijfstelling ervan, volgens de voorschriften van de Belgische normen en de regels van goede praktijk.

De voormelde controle wordt om de vijf jaar uitgevoerd door een bevoegd organisme of installateur. De uitslagen ervan worden in een proces-verbaal opgetekend, dat de uitbater moet bewaren.

#### \*8.2.5. Melding, waarschuwing, alarm

Jaarlijks worden de elektrische meldings-, waarschuwings-, alarm- en noodverlichtingsinstallaties en de installaties omschreven in artikel 826, andere dan de gewone telefoonlijnen, nagezien door een organisme erkend door het Ministerie van Economische Zaken voor de controle van de elektrische installaties.

#### \*8.2.6. Algemene automatische installaties voor brandmelding d.m.v. een punctuele detector.

Deze installaties worden jaarlijks door een bevoegd organisme of installateur nagezien en onderhouden.

#### 8.2.7. Blusmiddelen

De uitbater draagt er zorg voor dat de blustoestellen jaarlijks nagezien en onderhouden worden.

#### 8.2.8. Deuren en ventilatieopeningen

De uitbater draagt er zorg voor dat de deuren, deurtjes en ventilatieopeningen voorzien in dit reglement jaarlijks onderhouden worden.

### HOOFDSTUK IX. — Uitbatingsvoorschriften

#### 9.1. Algemeen

Buiten wat voorzien is door deze reglementering, neemt de uitbater alle nodige maatregelen om de personen, aanwezig in de inrichting, te beschermen tegen brand, paniek en ontploffingen. De permanente maatregelen die in dat opzicht door de uitbater genomen worden zullen vermeld worden in een huishoudelijk reglement. Periodiek en ten minste één maal per jaar, vestigt de uitbater de aandacht van het personeel op de bepalingen van dit hoofdstuk.

De opmerkingen die voorkomen in de processen-verbaal van de periodieke controles bedoeld in artikel 8 dienen zo snel mogelijk gevolgd te worden door de aangepaste verbeteringen.

#### 9.2. Deuren, deurtjes, enz.

De uitbater waakt over de goede werking van de zelfsluitende deuren, deurtjes, enz. en de bij brand zelfsluitende deuren, deurtjes, enz.

#### 9.3. Kooktoestellen en maaltijdverwarmers.

Kooktoestellen en maaltijdverwarmers zijn ver genoeg verwijderd of geïsoleerd van alle ontvlambare materialen.

Er mogen geen verplaatstbare toestellen, gevoegd met brandstoffen, in de inrichting geplaatst of gebruikt worden tenzij deze met een hoeveelheid brandstof van ten hoogste 3 kg of 1 liter. De reserve- of ledige recipiënten worden in open lucht of in een daartoe speciaal ingericht lokaal opgeslagen. Deze ruimte bevat geen enkele andere brandbare stof en is voorzien van een verluchting boven- en onderaan.

#### 9.4. Voorlichting van het personeel en de gasten inzake brandpreventie

\*9.4.1. Onverminderd de bepalingen van de artikelen 52.10 en 52.12 van het Algemeen Reglement voor de Arbeidsbescherming vestigt de uitbater de aandacht van de personeelsleden op het gevaar bij brand in de inrichting. Zij worden ondermeer op de hoog te gesteld van de ingezetten middelen inzaken :

- detektie, melding, waarschuwing en alarm;
- de te nemen schikkingen om de veiligheid van de personen te verzekeren;
- de middelen ter bestrijding van de brand.

De uitbater en sommige personeelsleden, speciaal aageduid omwille van de permanentie en de aard van hun functie worden met de werking van de brandstrijdingsmiddelen vertrouwd gemaakt en ontvangen onderricht aangaande de inwerkingstelling.

9.4.2. De uitbater organiseert ten minste eenmaal per jaar praktische oefeningen die tot doel hebben de personeelsleden te onderrichten aangaande hun gedragslijn bij brand.

9.4.3. Een inlichtingsnota, in de drie landstalen en in het Engels bestemd voor de gasten zal de instructies inzake brandpreventie bevatten (zie voorbeeld - bijlage a).

#### \*9.5. Gasinstallaties

De onontbeerlijke voorzorgen zijn genomen om gaslekken te voorkomen.

De aanwezigheid van verplaatstbare recipiënten voor vloeibaar gemaakte petroleumgassen is verboden in de lokalen van de kelderverdiepingen en in deze waarvan de bodem aan alle zijden lager is dan de omringende bodem van het gebouw, behalve voor toevallige werkzaamheden.

De verplaatstbare recipiënten voor vloeibaar gemaakte petroleumgassen die niet in gebruik zijn en de recipiënten die verondersteld worden leeg te zijn moeten in open lucht of in een doelmatig verlucht en speciaal voor dit gebruik bestemd lokaal opgeslagen zijn.

9.6. Elke opslagplaats van vloeibare brandstoffen of van vloeibaar gemaakte petroleumgassen is buiten de aan de gasten toegankelijke lokalen en buiten de werklokalen ingericht.

## 9.7. Allerlei

\*9.7.1. De uitbater zorgt ervoor dat onbevoegde personen geen toegang hebben tot de technische lokalen en doorgangen door een verbodsbericht op alle nuttige plaatsen aan te brengen.

9.7.2. De toegang tot de ondergrondse parkeerplaatsen is verboden voor voertuigen uitgerust met een LPG-installatie. Dat verbod wordt aan de ingangen van de parkings aangebracht.

## \*9.7.3. Veiligheidsrichtlijnen en plannen

## 9.7.3.1. In de ingang van het hotel

Een plan van de inrichting bedoeld om de hulpdiensten in te lichten moet ondermeer de plaats aanduiden van :

- de trappen en de evacuatiewegen;
- de beschikbare brandbestrijdingsmiddelen;
- in voorkomend geval, het stopmechanisme van het ventilatiesysteem;
- in voorkomend geval, het overzichtbord van het detectie- en alarmsysteem.;
- de stookplaatsen;
- in voorkomend geval, de installaties en de lokalen die een bijzondere risico inhouden.

## 9.7.3.2. Op elke verdieping

In de inrichtingen met twee of meer verdiepingen wordt een vereenvoudigd oriëntatieplan nabij de toegang tot elke verdieping aangebracht.

## 9.7.3.3. In elke kamer

Richtlijnen in de drie landstalen en in het Engels geven aan hoe te handelen in geval van brand. Zij worden vervolledigd met een vereenvoudigd verdieplingsplan waarop bondig de plaats van de kamer ten opzichte van de evacuatiewegen, de trappen en/of de uitgangen aangegeven is. Deze richtlijnen vestigen ondermeer de aandacht op het verbod de liften te gebruiken in geval van brand.

9.7.4. De omgeving van de plaatsen waar zich toestellen bevinden voor melding, waarschuwing en alarm of waar apparaten voor brandbestrijding aangebracht zijn, blijft steeds vrij, zodat bedoelde toestellen onverwijld kunnen gebruikt worden.

\* Schikking opgenomen uit het Algemeen Reglement voor de Arbeidsbescherming die verplicht werd gemaakt in aanvulling van de bepalingen van artikel 28 van dit reglement voor alle inrichtingen bedoeld bij dit besluit of er daar personeel wordt tewerkgesteld of niet.

## Bijlage a

Richtlijnen voor de gasten  
Hoe brandgevaar voorkomen ?

1. Rook niet in bed en werp geen sigarettepeuken in de papiermand of door het venster.
2. Raak niet aan de elektrische installatie om die aan te passen of te veranderen zonder toelating van de directie.
3. Gebruik geen voorwerpen of vloeistoffen die kunnen brand stichten.
4. Maak geen eten klaar in de kamers op toestellen die geen deel uitmaken van de uitrusting van de inrichting.
5. Maak U vertrouwd met de evacuatiewegen in de nabijheid van uw kamer.
6. Leg geen wasgoed te drogen op de verwarmingstoestellen.

Wat gedaan bij branduibreking ?

1. In geval van brand wordt U door een speciale installatie verwittigd (\*).
2. Indien U een brand of een rookuitwaseming ontdekt, moet U onmiddellijk de telefooncentrale verwittigen, binnenpost nr. ... (\*)
3. Het personeel van de inrichting is geoefend om de brand te bestrijden, de evacuatie van de gasten te leiden en is op elk ogenblik klaar om over uw veiligheid te waken in afwachting van de aankomst van de brandweerdiensten.
4. Verlaat uw kamer, sluit de deur en begeef U langs de kortste weg naar de uitgang of de nooduitgang.
5. Volg de instructies van het personeel van de inrichting.
6. Om uw ademhalingswegen te beschermen raden wij U aan een nat linnen of doekje voor de neus en de mond te houden.
7. Gebruik de liften niet, zij kunnen blijven stilstaan in geval van brand.
8. Vermijd de gangen vol rook en begeef U onmiddellijk naar de uitgang of de nooduitgang. De richting naar de nooduitgangen en de trappehuizen die verlicht zijn is duidelijk aangeduid, zelfs wanneer de normale verlichting is uitgevallen.
9. Verzamel U vóór de inrichting (\*).

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Executieve van 24 december 1990 tot vaststelling van de modaliteiten en de procedure voor het bekomen van het veiligheidsattest van de op 1 januari 1991 bestaande logiesverstrekende inrichtingen en tot vaststelling van de veiligheidsnormen inzake brandbeveiliging, die specifiek zijn voor deze logiesverstrekende inrichtingen.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap,

De Minister van Onderwijs, Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen,

J.-P. GRAFE

(\*) Geval per geval aan te passen.



## Bijlage 2

## Model van attest

Ondertegende,  
 burgemeester te ..... verklaart hierbij dat de logiesverstreckende inrichting  
 (Benaming)  
 (Adres)  
 — (geen)/personeel tewerkstelt, aangeworven krachtens een arbeidsovereenkomst (\*)  
 — beantwoordt aan de brandveiligheidsnormen, bepaald in de bijlage van het besluit van de Executieve van  
 24 december 1990 tot vaststelling van de modaliteiten en de procedure voor het bekomen van het veiligheidsattest  
 van de op 1 januari 1991 bestaande logiesverstreckende inrichtingen en tot vaststelling van de veiligheidsnormen  
 inzake brandbeveiliging die specifiek zijn voor deze logiesverstreckende inrichtingen.

behalve (—)  
 voor de volgende punten, waarvoor een termijn om zich in orde te stellen, die begint te lopen  
 op ....., werd toegestaan overeenkomstig de bepalingen van artikel 5 van het  
 besluit van de Executieve :

- |         |                                      |
|---------|--------------------------------------|
| 1. Punt | termijn om zich in orde te stellen : |
| 2. Punt | termijn om zich in orde te stellen : |
| 3. Punt | termijn om zich in orde te stellen : |

De burgemeester.

(\*) Doorhalen wat niet past.

(—) Eventueel door te halen.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Executieve van 24 december 1990 tot vaststelling van de  
 modaliteiten en de procedure voor het bekomen van het veiligheidsattest van de op 1 januari 1991 bestaande  
 logiesverstreckende inrichtingen en tot vaststelling van de veiligheidsnormen inzake brandbeveiliging, die  
 specifiek zijn voor deze logiesverstreckende inrichtingen.

Vanweg de Executieve van de Franse Gemeenschap,

De Minister van Onderwijs, Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen,

J.-P. GRAFE

## Bijlage 3

## Model van attest

Ondertegende,  
 Minister van Toerisme (of ondergetekende) ..... afgevaardigde van de Minister van  
 Toerisme) verklaart hierbij dat de logiesverstreckende inrichting (benaming)  
 (Adres)  
 — (geen)/personeel tewerkstelt, aangeworven krachtens een arbeidsovereenkomst (\*)  
 — beantwoordt aan de brandveiligheidsnormen, bepaald in de bijlage van het besluit van de Executieve van  
 24 december 1990 tot vaststelling van de modaliteiten en de procedure voor het bekomen van het veiligheidsattest  
 van de op 1 januari 1991 bestaande logiesverstreckende inrichtingen en tot vaststelling van de veiligheidsnormen  
 inzake brandbeveiliging die specifiek zijn voor deze logiesverstreckende inrichtingen.

behalve (—)  
 voor de volgende punten, waarvoor een afwijking werd toegestaan overeenkomstig de bepalingen van de  
 artikelen 14 en 16 van het besluit van de Executieve :

- |         |  |
|---------|--|
| 1. Punt |  |
| 2. Punt |  |
| 3. Punt |  |
- voor de volgende punten, waarvoor een termijn om zich in orde te stellen, die begint te lopen  
 op ....., werd toegestaan overeenkomstig de bepalingen van artikel 5 van het  
 besluit van de Executieve :
- |         |                                      |
|---------|--------------------------------------|
| 1. Punt | termijn om zich in orde te stellen : |
| 2. Punt | termijn om zich in orde te stellen : |
| 3. Punt | termijn om zich in orde te stellen : |

De Minister (of zijn afgevaardigde),

(\*) Doorhalen wat niet past.

(—) Eventueel door te halen.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Executieve van 24 december 1990 tot vaststelling van de  
 modaliteiten en de procedure voor het bekomen van het veiligheidsattest van de op 1 januari 1991 bestaande  
 logiesverstreckende inrichtingen en tot vaststelling van de veiligheidsnormen inzake brandbeveiliging, die  
 specifiek zijn voor deze logiesverstreckende inrichtingen.

Vanweg de Executieve van de Franse Gemeenschap,

De Minister van Onderwijs, Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen,

J.-P. GRAFE